UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

DE

TOLSTOÏ A LÉNINE

Contribution à l'étude historique de l'évolution agraire

EN RUSSIE

THÈSE DE DOCTORAT

(SECTION ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

PAR

Louis MARTIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

MONTPELLIER

IMPRIMERIE DE LA MANUFACTURE DE LA CHARITÉ

(Pierre-Rouge)

1920

Diss.
Montpellier
1920.

DE

TOLSTOÏ A LÉNINE

Contribution à l'étude historique de l'évolution agraire

EN RUSSIE

83773

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

DE

TOLSTOÏ A LÉNINE

Contribution à l'étude historique de l'évolution agraire

EN RUSSIE

THÈSE DE DOCTORAT

(SECTION ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES)

R. UNIV.
BIBLIOTHEEK
LEIDEN

PAR

Louis MARTIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ

MONTPELLIER

IMPRIMERIE DE LA MANUFACTURE DE LA CHARITÉ

(Pierre-Rouge)

1920

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé, Doyen de la Faculté.
Moye, professeur de Droit international public.
Charmont, professeur de Droit civil.
Chausse, professeur de Droit romain.
Morin, professeur de Droit civil.
Donnedieu de Vabres, professeur de Droit criminel.
Becqué, agrégé de Droit civil.
De Nesmes-Desmarets, agrégé de Droit administratif.
Roche-Agussol, agrégé d'Economie politique.
Hugueney, agrégé de Droit civil.
Petot, chargé de cours de Droit romain.
Bastid, chargé de cours de Droit constitutionnel.
Dijol, chargé du cours de Procédure.
Bosc, chargé du cours de Droit civil.
Vincent, chargé de cours de Droit romain.

Vigié et **Brémond**, Doyens honoraires.
Laborde, professeur honoraire.
Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président*:
Roche-Agussol, *assesseur*.
Bastid, *assesseur*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

En hommage de fidèle affection
et de profonde reconnaissance.

A MON FRÈRE ET A MES SŒURS

A LA MÉMOIRE GLORIEUSE DE MON AMI

FÉLIX GRASSET

PILOTE-AVIATEUR ENGAGÉ VOLONTAIRE
HÉROÏQUEMENT TOMBÉ POUR LA FRANCE

MEIS ET AMICIS

L. MARTIN

DE

TOLSTOÏ A LÉNINE

Contribution à l'étude historique de l'évolution agraire

EN RUSSIE

INTRODUCTION

S'il est une des conséquences de la grande guerre mondiale que l'on ne pouvait prévoir, au début du mois d'août de l'année 1914, c'est bien la Révolution russe, tout au moins le coup d'état d'octobre 1917, qui devait laisser au pouvoir les révolutionnaires les plus osés. Sans doute, au cours des premières années de la guerre, il n'échappait pas aux observateurs les moins avisés cette effervescence des opinions d'éléments avancés, qui ne cessait de croître, exprimées de bonne foi ou sous la triste inspiration de la trahison ; et, au fur et à mesure que les événements se précipitaient, bien des esprits prévoyaient la « faillite » du tsarisme ; si bien qu'ils ne furent pas étonnés d'apprendre, en mars 1917, en même temps que l'abdication du Tsar Nicolas II,

la proclamation du gouvernement provisoire, faisant espérer l'avènement d'une nouvelle organisation, largement ouverte aux idées libérales. Ce fut, à son annonce, dans toute la presse alliée, un ensemble de félicitations : on était heureux de penser voir enfin clair dans la politique russe; on croyait que l'influence allemande, qui parvenait à se faire sentir à la cour, disparaîtrait définitivement. Et comme à ce moment là, il n'existait dans l'esprit de tous, qu'une seule préoccupation : celle de voir se terminer, victorieusement et dans le plus bref délai, la longue guerre que nous soutenions depuis près de trois ans, on se congratula à la lecture de la proclamation du Gouvernement provisoire : guerre implacable aux Empires Centraux, attachement aux Alliés plus sincère que sous l'ancien régime, parce que débarrassé des « forces occultes » qui le minaient.

Mais on était loin, en général, de songer aux conséquences dans la politique intérieure, purement personnelle au peuple russe, que cette révolution allait provoquer. Dans une nation de plus de cent millions d'habitants, dont les neuf dixièmes sont agriculteurs, sur quel mode de réorganisation ces nouveaux hommes politiques allaient-ils s'appuyer ? On connaissait bien les programmes des révolutionnaires ; on savait qu'ils s'étaient toujours élevés vivement contre la propriété privée ; mais on n'oubliait pas que le sol russe appartenait pour la presque totalité à la Couronne ou aux grandes familles. Et devant la quasi impossibilité de répartir égale-

ment ces terres aux paysans, bien des gens pensaient que la propriété privée ne verrait pas porter atteinte à ses droits. D'ailleurs, de mars à octobre, les gouvernements révolutionnaires qui se succédèrent ne songèrent pas à résoudre en pratique la « question agraire », quoiqu'ils eussent tous dans leurs programmes des projets de solution. La raison en fut sans doute qu'ils voulaient encore maintenir l'alliance contre les Empires Centraux, qu'ils étaient préoccupés par la continuation de la guerre, qu'ils étaient retenus par la présence sous les drapeaux de l'immense majorité des paysans. Mais, lorsqu'en octobre éclata le coup d'Etat qui devait laisser maîtres de la situation les révolutionnaires les plus révolutionnaires, ces mêmes difficultés disparaissaient : Lénine, dès son arrivée au pouvoir, lançait des proclamations dans lesquelles revenait, comme un leit-motiv, cette phrase si attrayante : « remise immédiate des terres des propriétaires aux paysans ». Aux premiers jours de son règne, c'était résoudre ou faire paraître résolue la question agraire russe.

A l'annonce de la révolution, lorsque l'on s'est demandé quel pourrait bien être le sort du sol russe, un nom est venu à la pensée de tous : celui de Tolstoï.

Ce beau vieillard, qui venait à peine de mourir, était pour nous une physionomie pleine de mystère. L'image avait rendu populaire cette figure vénérable : deux grands yeux finement intel-

ligents, un front largement bombé que surmontait une longue chevelure argentée, une bouche délicate qu'encadrait une belle « barbe fleurie ». Merveilleusement doué du talent d'observateur, son intelligence s'était mise au service de toutes les questions que l'esprit humain peut débattre. Parce qu'il avait été militaire et qu'il connaissait toutes les servitudes de cette existence, avec l'obligation de « tuer son prochain », il en méprisait les grandeurs et, à ses compatriotes, il conseillait de n'y point participer. Parce qu'il avait été orthodoxe, et qu'il avait étudié la religion, son esprit avait cru en voir quelques défauts, et il avait fondé presque un dogme nouveau, tout fourni d'hérésies qui devait lui attirer les foudres et l'excommunication du Saint-Synode. Enfin, parce qu'il avait été propriétaire, grâce à ses ancêtres, il croyait à l'injustice de la propriété privée, et il avait proclamé le droit absolu et naturel de tous à la propriété du sol.

Cette étude se propose de déterminer tout d'abord quelles ont été les idées de Tolstoï, en général sur la révolution, et plus spécialement sur la question agraire russe. Elle tâchera ensuite de dégager l'influence des doctrines du grand philosophe sur le bouleversement dans la propriété, que devait opérer Lénine, ayant auparavant essayé de brosser un tableau des diverses modalités données à cette question agraire, depuis le régime autocratique de la pleine propriété jusqu'à la socialisation des terres par les Bolchevicks.

Aussi peu nous importera cette succession de périodes de haut et de bas qui est la caractéristique du régime bolcheviste. Les uns n'ont voulu voir, dans son succès du début, que le coup de force d'une poignée de traîtres et de gens sans aveu qui seraient rapidement balayés. D'autres ont pensé que c'était là le régime de l'avenir ; et avec eux bien entendu, les « dictateurs du prolétariat russe ». Actuellement c'est, semble-t-il, l'opinion de ces derniers qui triomphe, laissant croire qu'après s'être imposés par la tyrannie et la cruauté, les dirigeants actuels de la Russie songeraient à organiser un régime d'ordre et de relèvement économique. Si bien que les Alliés de l'ancien régime, l'Angleterre, l'Italie, et même la France, qui ont été trahis par les bolchevicks au point de vue militaire et politique, ont déjà entamé des pourparlers avec leurs représentants pour discuter la reprise des relations commerciales (1), comme s'il était dans la pensée des hommes politiques de ces grandes nations qu'un nouveau régime, en Russie, soit d'un établissement incertain.

Quoiqu'il arrive, et quelque soit le sort que l'avenir réserve à Lénine, il n'en est pas moins vrai que,

(1) Personne n'ignore le but des missions successives des représentants russes dans les Pays Scandinaves et en Angleterre. Litvinov, et tout dernièrement Krassine, ont été envoyés dans l'espoir avoué de renouer des relations commerciales, et le secret dessein d'aboutir à la reconnaissance du gouvernement des soviets par les puissances de l'Entente.

sous sa direction s'est produite une œuvre législative importante, désordonnée, incohérente parfois, touffue sans doute, que nous connaissons dans ses lignes essentielles. Laissons de côté les dispositions législatives qui ont pour but le bouleversement de l'organisation administrative et politique ; elles peuvent être appliquées pendant longtemps, comme il se peut que des complots savamment mis en œuvre réussissent à organiser un nouveau gouvernement, qui rétablira les dispositions de l'ancien régime. Mais il est une nouvelle loi, qui, par sa nature, a été la négation absolue de tout ce qui faisait la force de l'autocratie : la loi sur la socialisation des terres. Quelque soit le régime qui remplace l'actuel, il lui faudra compter avec cette loi qui proclame l'abolition de la propriété privée et le droit de tous à la terre. Sans doute il pourra reconnaître les dettes de l'ancienne monarchie et les régler ; sans doute, il lui sera facile de rendre les épaulettes aux officiers échappés aux massacres des premiers jours de la Révolution ; sans doute aussi il pourra réorganiser le clergé sur les bases anciennes ; mais, à n'en pas douter, il lui serait absolument impossible de conditionner la propriété du sol russe sur le même système qu'avant 1917 : il se heurterait à la presque totalité des habitants qui ont donné leur concours au gouvernement actuel, parce qu'il leur avait promis, puis effectué, le partage des terres.

*
* *

Mais s'il est certain que cette loi sur la socialisation des terres a été pour beaucoup dans la stabilisation du bolchevisme, il ne faut pas oublier que déjà, avant le coup d'état d'octobre, tous les paysans avaient ouvertement fait des vœux pour sa pleine réalisation. Enivrés d'espoirs, excités par les promesses menteuses des socialistes de tous les partis, trompés par la lenteur avec laquelle les divers gouvernements successifs mettaient à réaliser leurs aspirations, les paysans s'étaient portés, avec une ardeur sans cesse croissante, vers les revendications extrêmes qui satisfaisaient leurs désirs de se venger, de jouir, d'être maitres à leur tour de la terre. Aussi, avant la dictature de Lénine, partout où le gouvernement provisoire ne donnait pas l'illusion de la force, les paysans pillaient et volaient la terre des grands propriétaires.

Mais comment expliquer un tel changement dans les idées de ces mêmes paysans que nous avions vus si soumis à l'autorité administrative en même temps que si disciplinés à l'autorité militaire, sous l'ancien régime : c'est que nous connaissions bien mal l'âme du peuple russe.

Nous nous plaisons en France, à dire que nous n'ignorons rien des Russes parce que leur littérature ne nous est pas étrangère ; ou bien nous avons notre opinion établie sur eux d'après le type des mondains, plus ou moins aventuriers, qui fréquentent les établissements où l'on s'amuse, ou les plages à la mode, et qui ont pour résidence, plus souvent

Nice ou Deauville que Pétrograd ou Moscou ? Certes ceux-là, habitués depuis toujours aux frottements des relations mondaines, ont des manières élégantes et un esprit charmant, à tel point que nous les croyons de mœurs et d'idées identiques aux nôtres... Quelle erreur ! ! ! Ils sont une infime minorité. Le Russe, le paysan russe surtout, est tout à l'opposé de nous. Profondément mystique, sans scrupule, sans aucun amour-propre, vaniteux, cruel et doux à la fois, lâche et paresseux, mais aussi merveilleusement doué, s'assimilant toutes choses avec une extrême facilité, le Russe devient un instrument supérieur entre les mains de qui sait le prendre et le mâter.

C'est un poète de chez eux, Merykowsky, qui nous le dit, dans la préface de son livre « Le Tsar et la Révolution », dans lequel il a prévu onze ans à l'avance les événements actuels :

« L'âme du peuple russe est devenue une éternelle énigme pour l'Europe. Ce qui est chez vous est chez nous, mais dans l'autre sens. La Russie est à l'envers de l'Europe.

« Votre génie, c'est la mesure ; le nôtre l'excès. Vous savez vous arrêter à temps. Arrivés au mur, vous en faites le tour ou vous revenez. Nous, nous nous brisons la tête contre le mur !

« Il nous est difficile de nous remuer, une fois partis, nous ne nous arrêtons plus ; nous ne marchons pas, nous courrons ; nous ne courrons pas, nous volons. « Nous tombons les talons en l'air, selon l'expression de Dostoïewsky ».

« Vous possédez la cité du présent, nous sommes les chercheurs de l'avenir. Enfin, au-dessus de la plus grande liberté que vous puissiez avoir, vous reconnaissez la puissance de l'État. Nous, au fond de notre esclavage, nous n'avons jamais cessé d'être en secret des rebelles, des anarchistes. »

L'âme du peuple russe est ainsi composée d'un mélange de bonnes et mauvaises impulsions. Est-elle bien impressionnée ? Elle sera l'inspiratrice des actions les plus nobles et les plus glorieuses ; les beaux soldats du début de la guerre, ont su en donner la preuve. A-t-elle une mauvaise impulsion ? Elle se rend capable d'organiser les terribles journées des deux révolutions et les massacres en masse des propriétaires agraires.

Le peuple russe, représente donc bien le type habituellement inconscient de la foule. Mais dans ce grand troupeau humain russe, à côté des bonnes « brebis », on trouve toujours de méchantes « bêtes envieuses », avides de pouvoir, et l'âme remplie de mauvaises passions; ces hommes-là, parce qu'ils s'imposent, ont toujours une influence singulière et néfaste. Mais ils réussissent, parce qu'ils savent que le russe se sent un besoin inné d'avoir une idole ; le paysan surtout a besoin de plier, d'être guidé, d'obéir à quelque chose qu'il ne veut même pas approfondir. La preuve en est dans les événements de ces dernières années: la révolution de mars 1917 a libéré le paysan d'un pouvoir qu'il subissait, somme toute volontiers ; il s'incline actuellement

devant un autre potentat, qui paraît tout aussi autocrate que l'ancien tsar, et qui poursuit l'application de ses lois avec la même rigueur que les représentants de Nicolas II.

Depuis longtemps déjà, cette tendance d'esprit du paysan russe avait apparu aux fins analystes compatriotes. En 1849, Dostoïewsky écrivait :

« Je frémis en pensant à ce que ces braves gens peuvent faire, si on leur donne, même pour un moment, la possibilité de disposer d'eux-mêmes et de sortir de la discipline, dont ils ont un besoin immense, vital.

« Pauvre patrie, déchirée entre les gens qui t'aiment d'un amour inconscient et les mauvais meneurs qui ne pensent à rien, sauf à leur interêt immédiat et aux instincts de leur psychologie maladive ! »

« Que le Dieu miséricordieux nous garde : qu'il nous préserve de l'épreuve fatale, quand la foule des faibles tombera au pouvoir des mauvaises têtes ! Quel atroce spectacle verrons-nous alors ! Quelles atrocités ! Nous verrons la famine prononcée par toute la Russie ! La trahison entre la Patrie et la Religion. Nous verrons la main-mise des ennemis extérieurs, la servitude matérielle, la perte de tous les biens acquis, l'oubli de tous les attachements. »

Ne dirait-on pas ces lignes écrites, non en 1849, sous le règne de Nicolas 1[er], mais en 1919, sous la dictature de Lénine ?

PREMIÈRE PARTIE

TOLSTOÏ

Sous le régime autocratique de la dernière monarchie russe, un homme qui semblait mettre tout en œuvre pour soulever le peuple contre les mesures restrictives de toutes les libertés, était signalé comme le pire adversaire de la société et son plus dangereux ennemi. Ceux-là même qui connaissaient la profondeur de sa pensée et la vigueur de son expression, en même temps que l'importance de son influence, en étaient effrayés; et à n'en pas douter, dans les Conseils de la Couronne, et dans ceux du Saint-Synode, l'action de ce beau vieillard, sur la fin de ses jours, était bien plus redoutée que les bombes des anarchistes exaltés. On pouvait, par la violence, essayer de réprimer ceux-ci, et de les empêcher de

renouveler leurs attentats ; on tentait vainement d'arrêter la diffusion des idées exprimées dans les ouvrages du comte Léon Nikolévitch Tolstoï.

Sans doute, elles étaient le plus souvent écrites sous l'inspiration de pensées, qui, dans leur forme philosophique et abstraite, paraissaient l'expression de la plus parfaite utopie ; mais sous leur aspect démesuré, elles frappaient davantage le peuple russe, et augmentaient leur influence. D'ailleurs, à la lecture des œuvres de Tolstoï, on est frappé du contraste et du heurt des idées qu'il expose dans le même chapitre ; le voici parti en guerre contre des institutions qui apparaissent à tous comme surannées, et ne devant plus être mises en vigueur ; nous l'en approuvons, et nous l'en félicitons ; mais il va subitement changer de sujet, et alors qu'il traitait de l'excessive sévérité des prisons russes, il va maintenant s'élever contre les carnivores, les « mangeurs de viande ». Ainsi tous ses ouvrages fourmillent de contrastes frappants entres des idées justes et des opinions inopportunément émises.

Mais si, dans l'ardeur de son désir d'être écouté et de tout battre en brèche, Tolstoï a parcouru les vastes sujets qui intéressent l'intelligence et la morale humaine, il y a une question que l'on retrouve dans tous ses ouvrages ; c'est celle de la propriété de la terre. Elle revient sans cesse, chez le romancier, sous la forme anecdotique ou dialoguée, chez le philosophe, sous l'aspect de discussions serrées et de raisonnements séduisants. On sent

qu'elle lui tient au cœur plus que les autres; on la trouve dans ses premières publications et jusqu'à sa dernière ligne, elle sera l'objet de son travail.

Pour comprendre comment Tolstoï a été amené à s'en occuper, il faut exposer rapidement les grandes lignes de son existence.

Le comte Tolstoï naquit, en 1828, à Yasnaïa-Poliana, dans le gouvernement de Toula; ses parents étaient de très ancienne famille russe, et de riches propriétaires agraires. Il fut orphelin bien jeune et ses études furent confiées à un Français, Saint Thomas. C'est avec lui qu'il apprit à aimer et à connaître les auteurs de la fin du dix-huitième siècle; nos deux meilleurs de cette époque furent ses grands maîtres, et ils devaient chacun laisser leur empreinte particulière : à l'hôte de Ferney, il prit cette habitude de fine psychologie; de Jean-Jacques il hérita de bien des pensées contenues dans les « Rêveries d'un promeneur solitaire »; car, présentées sous une autre forme sans doute, les idées de Tolstoï avaient déjà vu le jour avec la théorie du « retour à la nature ».

C'est sous cette inspiration que l'étudiant termine ses études à l'Université et se fixe à Yasnaïa-Poliana avec le dessein d'être utile aux paysans; mais sa première tentative de vie rustique ne réussit pas. Il quitte avec une certaine rancœur ceux qu'il devait appeler plus tard « mes frères, les paysans ». Et le voici, successivement, officier au Caucase, à Sébastopol, puis voyageur en Suisse, en France, en Allemagne. Il retourne enfin chez lui, quelque temps avant l'émancipation des paysans, en 1861.

En 1862, Tolstoï se mariait. C'est au milieu de la vie « calme et paisible » qu'il écrivit la plupart des principaux romans qui allaient le faire connaître. Mais il devait de plus en plus ne s'occuper que des questions ayant trait à la vie des paysans.

A partir de 1874, le « pourquoi » de la vie se posa, sinon subitement, du moins impérieusement, à l'esprit de Tolstoï. C'est l'époque de l'apparition de ses ouvrages purement philosophiques. Il abandonna alors le monde et se mit à labourer la terre, à travailler de ses mains, à renoncer à ses biens. Il ne quitta plus jamais Yasnaïa-Poliana, si ce n'est pour un dernier voyage, au cours duquel il mourait presque subitement le 20 novembre 1910, à Astapovo, gouvernement de Riazan, âgé de 82 ans.

Nous nous proposons, dans cette partie, d'étudier de quelle façon Tolstoï exposait la question agraire, et de voir ensuite quels sont les remèdes qu'il conseillait d'apporter à un problème qui ne lui paraissait soluble que par l'abandon absolu de toute propriété privée du sol.

CHAPITRE PREMIER

Tolstoï observe le monde russe.

Tolstoï, par sa naissance, appartenait à une famille de grands propriétaires russes ; il pouvait donc en donner une peinture, qui devait être le plus conforme à la réalité : il était facilement à même d'en dresser un tableau, sur lequel, suivant l'impulsion de son caractère pessimiste, les touches sombres en seraient mieux détachées.

Mais quelle que soit l'institution qu'il décrive, il en revient toujours à traiter de l'injustice de la propriété privée et du droit à la terre des paysans russes. Le monde lui apparaît ainsi : une minorité possède la plus grande partie des terres et d'immenses richesses qui se concentrent progressivement dans la main de quelques-uns et qui leur servent à entretenir une « vie de luxe et toute artificielle » (1).

(1) Tolstoï, *Guerre et Révolution*, page 83.

Une autre partie des hommes, la plus nombreuse, est dépourvue du droit de jouir librement de la terre ; elle plie sous le poids des impôts, taxant tous les objets de première nécessité ; elle est accablée par suite d'un travail malsain et anormal au service des riches ; elle « manque d'habitations et de vêtements hygiéniques, de nourriture saine, de loisir nécessaire au délassement intellectuel. Cette autre partie des hommes vit et meurt dans la dépendance et la haine de ceux qui profitent de son travail (1). Et Tolstoï de se lamenter de ce que les riches et les pauvres se doutent de la folie de cette existence et de l'avantage qu'il y a pour les autres, à unir leurs forces, à coordonner leur travail et à partager les produits ; mais ni les uns ni les autres n'aperçoivent aucune possibilité de changer leur situation ; et ils continuent à « vivre dans la haine et la lutte, ayant conscience de l'aggravation de leur position » (2).

Tolstoï a si bien cru voir les « vices de l'organisation moderne » qu'il en a fait un tableau saisissant. Tous les types de la société y sont dépeints, avec un réel souci de vérité. Voici d'ailleurs une brève analyse de son roman *Résurrection* et *Nouvelle Vie*.

Le prince Neckludov, pendant un séjour chez ses tantes, séduit Katucha, paysanne orpheline qu'elles

(1) Tolstoï *Guerre et Révolution*, page 84.

(2) Idem, *ibidem*, page 85.

ont recueillie. Bientôt jetée dehors, après maintes traverses, elle tombe dans la galanterie. Six ans plus tard, elle est accusée faussement d'un empoisonnement et condamnée. Parmi les membres du jury se trouve Neckludov ; en reconnaissant Katucha, le prince est saisi de remords : un profond et douloureux travail se fait dans sa conscience ; ce va être pour Tolstoï l'occasion d'exposer ses théories sociales. Neckludov épousera la prostituée ; il partira avec elle pour la Sibérie. Peu à peu, il dépouille les préjugés et les vices de l'homme mondain : il distribue ses biens aux paysans qui les cultivent, et comprend enfin que le véritable bonheur consiste dans le renoncement et l'humilité. De son côté Katucha, relevée de son abjection, refuse d'épouser Neckludov et devient la femme d'un déporté.

Au thème psychologique et moral de ce roman, s'en ajoute un autre, qui n'est rien moins que la critique universelle de l'institution sociale. On retrouve ici l'élève de Rousseau : Tolstoï prêche le « retour à la nature ». Neckludov rompt avec les mensonges, les péchés du monde ; et, si la misérable Katucha se sauve, c'est parce que, « dans sa dégradation même, elle a conservé quelque candeur ».

Au début du roman, Tolstoï veut montrer combien l'acte de Neckludov paraissait incompréhensible à toute sa famille qui en était encore aux « idées aristocratiques de la propriété privée »,

« Quand Neckludov avait donné aux paysans le

bien qu'il avait hérité de son père, parce que la possession de la terre lui semblait une injustice, sa décision avait stupéfié sa famille, et dans tout son entourage lui étaient adressés des reproches et d'incessantes railleries. On lui avait répété à satiété que, loin de les enrichir, le don fait par lui les avait appauvris, qu'ils avaient monté trois cabarets dans le village et avaient cessé tout travail. Par contre, quand son entrée à la Garde lui avait ouvert les portes de la haute aristocratie et qu'il avait commencé à dépenser tant d'argent que sa mère avait dû prendre une avance sur son capital, la princesse s'était à peine chagrinée, considérant qu'il était naturel et même bon pour lui d'être vacciné contre cette maladie de la folie de jeunesse, et cela en bonne société... » (1).

Longuement Tolstoï va reprendre ce tableau : il continuera à s'indigner contre cette opinion de la haute société russe, qui critique l'acte simple et loyal d'un propriétaire se dessaisissant de ses biens fonciers au profit des paysans qui les cultivent, pour garder toute son indulgence à l'égard des jeunes gens qui dépensent mal à propos leur patrimoine en de folles prodigalités. Peu leur importe, pourvu que l'on guérisse de cette « folie de jeunesse » ! ! !

*
* *

Mais, si Tolstoï connaît bien l'aristocratie russe, puisqu'il en est et qu'il a toujours vécu dans son

(1) Tolstoï, *Résurrection*, page 97.

contact de tous les jours, nous savons que, depuis le début de sa carrière, ses sympathies sont allées aux paysans : il a été élevé parmi eux ; avant d'aller à l'Université ouvrir son intelligence aux vastes questions de la vie morale, son esprit s'est formé autour d'eux. Il s'intéressait à leur situation; il commençait à les aimer; il réfléchissait sur leur sort et déjà en lui devait se former l'embryon des théories sociales, qu'il a exposées plus tard d'une façon si magistrale en même temps que si néfaste.

A interroger le paysan, à l'étudier, Tolstoï, qui a beaucoup voyagé, constate combien son compatriote est soumis, combien il a toujours observé, vis-à-vis du pouvoir, une attitude toute autre que celles des autres peuples européens ; il n'est jamais entré en lutte contre le pouvoir : « il n'y a jamais participé ». Aussi s'est-il toujours soumis et continue-t-il à se soumettre aux autorités, non parce qu'il est impuissant à les renverser, mais parce qu'il « préfère la soumission à la lutte et à la participation à la violence que voudraient lui imposer les révolutionnaires » (1). Tolstoï est donc ici d'accord avec tous ceux qui ont étudié l'âme du peuple russe, et surtout du paysan : soumission aveugle aux autorités constituées.

D'ailleurs Tolstoï etait si naturellement porté à étudier et à connaître le caractère de l'âme russe, que c'est justement leur profession qu'il trouve le

(1) Tolstoï, *Guerre et Révolution*, p. 168.

plus noble. Il s'indigne de ce que les citadins considèrent les travaux des champs comme une occupation inférieure : il constate que l'immense majorité des hommes du monde entier s'occupe d'agriculture, et que c'est elle qui assure l'existence du reste des hommes.

« L'espèce humaine n'est donc en réalité composée que d'agriculteurs. Les autres : ministres, professeurs, charpentiers, artistes, savants, guérisseurs, généraux, soldats, ne sont que les domestiques ou les parasites des agriculteurs. Donc, tout en étant l'occupation la plus morale, la plus saine, joyeuse et nécessaire, l'agriculture est aussi la plus noble des professions, et seule elle procure une réelle indépendance » (1).

Mais il n'en parle pas en pur spéculateur; il va plus loin que Rousseau, qui ne se lassait d'admirer la nature et d'en décrire les beautés ; il travaille lui-même à la terre dont il chante les charmes. On a de lui plusieurs lettres qui racontent la vie rustique qu'il menait. Il avait à son service un paysan, dont il admirait la façon de travailler, et qui se nommait Ufan ; pour cela il appela « Ufanstvo » toute l'agriculture : « Je suis plongé jusqu'au cou dans l'Ufanstvo. Sophie (la comtesse Tolstoï) est ici avec moi ; nous n'avons pas d'intendant ; il n'y a que des gens qui nous aident pour les champs et les constructions ; elle tient, seule, la caisse et les livres. J'ai des abeilles, des brebis, un nouveau jardin, une distillerie, et tout

(1) Tolstoï, *La Révolution Russe*, p. 57.

s'arrange peu à peu, bien qu'assez mal auprès de l'idéal » (1).

Et cette autre lettre : « J'ai reçu votre lettre comme je rentrais tout en sueur du travail, la hâche et la pelle à la main, c'est-à-dire à mille lieues de l'artificiel » (2).

Bien entendu il ne fait pas que de l'ouvrage manuel ; il dirige les travaux, compte avec les clients, et fait même preuve d'une réelle compétence technique. C'est dans une lettre à Fet (Afanassi Afanassievitch Chinchine) que le grand philosophe se révèle excellent technicien : « Le prix qu'on vous demande n'est pas trop élevé, et, si l'endroit vous plaît, il faut acheter. Pourquoi vous faut-il tant de terre ? Par trois années d'expérience, je suis arrivé à cette conviction qu'avec l'activité la plus grande on ne peut exploiter convenablement que 60 à 70 déciatines ? Ce n'est que dans ces conditions qu'on peut ne pas trembler à chaque faute; parce qu'on n'a pas labouré deux fois ou trois ou quatre, pour chaque heure perdue par un ouvrier, pour chaque rouble de trop par mois qu'on lui donne. On peut traiter 15 déciatines de façon qu'elles donnent 30 à 40 % du capital fondamental ; mais avec 80 ou 100 déciatines, c'est impossible. Je vous en prie, faites

(1) *Correspondance inédite : réunie, anotée et traduite,* par J.-W. Bienstock, p. 36.

(2) *Ibidem*, p. 67. Lettre du 11 mai 1870.

attention à ce conseil. Ce n'est pas un bavardage en l'air, mais la conclusion à laquelle je suis arrivé à mes dépens. Qui vous dira le contraire est un menteur ou un ignorant... » (1).

Tolstoï est tellement absorbé par la grandeur de cette profession agricole, qu'il en arrive à chercher à déconsidérer les autres fonctions sociales. Et c'est là un point commun avec les bolchevicks d'octobre 1917 qui à leur début, répétaient la phrase de 1789 : « la République n'a pas besoin de savants » ! En effet, s'adressant aux habitants des villes, marchands, médecins, écrivains, savants, ingénieurs, il leur demande de se rendre compte tout d'abord de leur insignifiance, ne serait-ce qu'au point de vue du nombre : 1/10 de la population. Il les supplie de comprendre que le but de la « transformation qui s'effectue » ne peut et ne doit être l'établissement d'un nouveau régime politique, si libéral que soit le mode de représentation et si perfectionnées que puissent être les institutions ; mais bien « l'affranchissement du peuple dans son ensemble, particulièrement de ses cent millions de paysans, et de l'accaparement de la terre » (2).

C'est cette constatation qui amène Tolstoï à prononcer le mot de révolution ; nous nous proposons d'étudier plus loin ses opinions à ce sujet; mais déjà

(1) Tolstoï, *Correspondance inédite : réunie, annotée et traduite*, par J.-W. Bienstock, p. 26.

(2) Tolstoï, *Guerre et Révolution*, p. 53.

ici, après avoir exposé la condition des paysans et au moment où nous allons traiter la « question agraire » de Tolstoï, remarquons qu'il prévoit la révolution. Il trouve qu'une de ses causes réside dans l'impossibilité où se trouve la population de jouir de son droit « naturel et légitime » de travailler la terre ; elle est aussi la cause de l'accroissement des maux dans la masse populaire et de l'irritation de celle-ci contre les classes qui l'exploitent. Il finit en constatant que cette agitation se manifeste particulièrement en Russie où là seulement la majorité de la population vit des travaux des champs.

CHAPITRE II

La « Question agraire ».

Cette expression est celle dont se servent toujours les auteurs que les questions sociales ont intéressés ; et elle est le titre d'un des chapitres de leurs programmes. Tolstoï ne l'emploie que rarement et il la trouve « sotte » — « pensant probablement, dit-il, que cette sotte expression cachera le fond du problème » (1). Quelque sottise qu'il lui trouve, il n'en reste pas moins qu'elle est le terme habituel dont usent toujours les économistes, quand ils étudient les rapports différents entre le sol et ses propriétaires.

Cette question, Tolstoï, l'a agitée maintes fois, aussi bien dans ses romans que dans ses ouvrages philosophiques, dont les plus importants sont : *Le*

(1) Tolstoï, *Le Grand Crime*, p. 95.

Grand Crime, Appel aux Dirigeants, Conseils aux Dirigés, Guerre et Révolution, La Révolution Russe.

Sa théorie sur l'injustice de la propriété privée du sol, se dégage donc de tous ses ouvrages, et elle se répète sans cesse la même, dès que Tolstoï s'occupe d'une question y ayant trait.

On a vu dans le chapitre précédent, que dans son roman *Résurrection*, chaque fois que le prince Neckludov parle ou agit, c'est Tolstoï. qui veut se faire entendre ou bien accomplir une action. L'auteur est vraiment incarné dans le personnage de Neckludov.

En séjournant dans la propriété de ses tantes, Neckludov s'est rendu compte que la principale cause de la misère du peuple dont il a conscience, réside surtout dans ce qu'il a été dépossédé de la terre, seul capable de le nourrir : « Il est évident d'autre part, que les enfants et les vieillards meurent parce qu'ils n'ont pas de lait ; et qu'ils n'ont pas de lait, parce qu'ils n'ont pas de terres où faire paître le bétail, récolter du blé ou du foin ; en un mot, que la cause principale, ou tout au moins immédiate, de la misère des paysans, c'est que la terre, leur unique nourricière, n'appartient pas à eux, mais à ceux qui profitent de leur propriété foncière pour vivre du travail d'autrui » (1).

Et Tolstoï de constater que la terre est à ce point indispensable aux hommes, qu'« ils meurent de n'en

(1) Tolstoï, *Résurrection*, p. 38.

pas avoir » : ces mêmes hommes, réduits à l'extrême besoin, les cultivent afin que le grain qu'elle produit soit vendu à l'étranger, et que le propriétaire foncier puisse s'acheter des chapeaux, des cannes, des bronzes, des calèches, etc. Et tout cela, pour Neckludov, était aussi évident à présent qu'il est évident que des chevaux, enfermés dans un pré et qui ont mangé toute l'herbe, maigrissent et crèvent de la faim, si on ne leur laisse la possibilité de paître l'herbe du pré voisin. « Et tout cela est terrible et ne doit pas être ! »

D'ailleurs Tolstoï, ne veut pas être le seul à proclamer l'injustice de la propriété privée du sol ; pour donner plus de force à sa théorie, il veut se faire l'écho des lamentations des paysans sur cette illégalité. Il raconte qu'un jour, sur une grande route, il engagea une conversation avec un vieux paysan aveugle qui mendiait (2) :

« Reconnaissant en moi, à ma façon de parler, un homme instruit, lisant les journeaux, et ne me prenant pas pour un monsieur, il s'arrêta gravement :

— Eh bien, y a-t-il quelque rumeur ?

— Sur quoi ?

— Mais sur la terre, sur celle des Maîtres !

— Je répondis que je n'en avais pas entendu parler. L'aveugle hocha la tête et ne me demanda plus rien.

(2) Tolstoï, *Le Grand Crime*, p. 64.

— Eh bien! que dit-on de la terre? lui demandai-je à mon tour,

— Le peuple commence à en parler !

— Et toi, qu'en penses-tu ?

— Evidemment, elle nous reviendra.

On sent qu'avec plaisir, Tolstoï constate que de tous les événements de la vie du paysan celui qui lui serait le plus au cœur consisterait dans le «retour de la terre » au peuple. Et, à l'appui de sa thèse, il cite la fameuse phrase que, du temps du servage, les paysans ne cessaient de repéter : « nous sommes vôtres, mais la terre est nôtre ». Il finit de poser la question agraire en ces termes : « et depuis l'affranchissement de leurs personnes, les paysans ne cessent de réclamer l'affranchissement de la terre ; en les affranchissant, on a satisfait les serfs pour un certain temps avec un peu de terre ; mais avec l'accroissement de la population, la question agraire s'est posée à nouveau dans toute sa force » (1).

---

(1) Tolstoï, *Le Grand Crime*, p. 178.

CHAPITRE III

Tolstoï propose une solution.

Ainsi donc Tolstoï a posé la question ; et, si avant lui quelques doctrinaires russes s'en étaient préoccupés, il est le seul grand auteur philosophique qui se soit passionné pour ce sujet, à la fin du dix-neuvième siècle. Le fait de la propriété du sol par quelques seuls propriétaires fonciers, vivant aux dépens de l'immense majorité, avait sans doute paru une forte injustice à bien des esprits avancés, autant qu'à Tolstoï ; et certainement, dans leurs réunions révolutionnaires, les anarchistes russes devaient en parler, mais simplement à la fin de leur discours, pour se concilier les sympathies des quelques rares paysans, perdus au milieu de la foule des auditeurs, en grande majorité composée d'ouvriers des villes.

Nous nous proposons donc d'étudier quelle sera la solution que Tolstoï va suggérer à la question

agraire, et de voir si vraiment, après les révolutions de mars et d'octobre 1917, les bolchevicks peuvent se réclamer de lui.

Avant de donner son opinion, Tolstoï se demande ce que font les hommes politiques russes au sujet de la question agraire. Or, ils suivent une ligne de conduite qui ne lui plaît point. Pour faire le bonheur du peuple, ils réclament la liberté de la presse, de conscience, de réunion ; ils s'occupent de « tarifs, de peines conditionnelles, de séparations de l'Eglise et de l'Etat, de sociétés coopératives, de nationalisation future des instruments de travail, et par dessus tout, du régime représentatif, de ce même régime qui existe depuis si longtemps chez les peuples d'Europe et d'Amérique et qui, cependant, ne facilitera jamais la solution du problème de la propriété du sol » (1). Mais Tolstoï n'est pas satisfait ; car, pour lui, la question n'est même pas posée. Et le voilà parti en guerre contre les hommes politiques russes qui, lorsqu'ils traitent de l'abus de la propriété du sol, n'en parlent pas pour affirmer que la propriété privée est un « mal qui devrait être aboli », mais uniquement pour dire qu'il est nécessaire, par un moyen quelconque, par divers et mesquins palliatifs, de « replâtrer et finalement contourner cette criante, cruelle et ancienne iniquité, et qui attend son heure d'abolition, non seulement en Russie, mais dans le monde entier » (2).

(1) Tolstoï, *Le Grand Crime*, p. 94.

(2) Idem, *ibidem*.

Dans *Le Grand Crime*, il s'indigne devant l'attitude des hommes qui cherchent partout, sauf où il faut, les moyens d'améliorer la condition des masses populaires, qui souffrent sans trêve de la main-mise par des propriétaires fonciers sur le sol. Tolstoï compare cette façon d'agir à celle qu'on peut voir au théâtre, quand les spectateurs voient parfaitement l'acteur qui s'y est caché, tandis que ses partenaires, qui l'aperçoivent aussi, feignent de ne pas voir, s'efforcent à distraire l'attention des uns et des autres et « ferment volontairement les yeux sur ce qu'ils devraient voir ».

Ainsi donc, à son avis, personne n'ose proclamer bien haut l'injustice flagrante de la propriété privée du sol russe ; il va même jusqu'à accuser les révolutionnaires de ne s'occuper que de réformes sociales, ne touchant pas à la question agraire.

Aussi bien, dans son roman *Résurrection*, Tolstoï va-t-il exposer longuement son projet communiste. Sous la forme dialoguée, ce passage est excessivement saisissant, parce qu'en même temps que l'auteur offre au lecteur ses théories sur la remise des terres aux paysans, il dépeint avec une minutieuse finesse de touches, l'âme du paysan et son étonnement devant les offres de Neckludov. La révolution de 1917 a prouvé que depuis l'époque de l'étude de Tolstoï, la psychologie du cultivateur russe avait singulièrement évolué, et qu'alors, il n'a même pas attendu d'autorisation pour s'approprier les terres de ses seigneurs et maitres.

Neckludov-Tolstoï constate que, dans les sociétés savantes, dans les administrations, dans les journaux, on épilogue sur les causes de la misère du peuple et sur les moyens de la faire cesser, mais qu'on laisse de côté l'unique moyen qui consisterait d'améliorer le sort des paysans, en leur restituant la terre qu'on leur a prise. Il élabore donc un nouveau projet, celui de laisser ses terres aux paysans, en leur abandonnant même le prix qu'ils paieraient pour la location et qui servirait à s'acquitter de leurs impôts et à couvrir les dépenses de la communauté. Il réunit donc les « moujiks » de sa propriété et leur adresse la parole (1) :

« J'estime que tout homme a le droit de jouir de la terre.

— « Certainement, c'est vrai ! firent des voix de moujiks ».

Poursuivant ses propositions, Neckludov leur dit que le revenu de la terre devrait être partagé entre tous, et qu'en conséquence, il était disposé à leur céder ses terres moyennant une redevance à fixer par eux et destinée à « constituer un capital social réservé à leur propre usage ». C'est ici que Tolstoï va nous montrer combien les paysans sont méfiants, mais aussi désireux de continuer à suivre leurs habitudes, quelque mauvaises qu'elles soient et asservissantes.

Ces paysans qui n'étaient pas inintelligents,

(1) Tolstoï, *Résurrection*, p. 49.

étaient convaincus que « l'unique souci de chaque personne est de penser à son propre intérêt »; ils savaient, par expérience, que les seigneurs cherchaient toujours leurs avantages au détriment des leurs; si donc le maître les réunissait pour leur soumettre quelque proposition nouvelle, ils étaient assurés d'avance que c'était pour mieux les « entortiller ».

Connaissant parfaitement l'état d'âme de ses cultivateurs, Nèckludov va tout de même leur exposer son projet ; il s'adresse à eux :

« Eh bien, à combien taxez-vous la terre ?

— « Comment taxer ? Cela est impossible. La terre est à nous, le pouvoir est à nous !

— « Mais puisque je vous dis que, vous seuls, profiterez de cet argent pour les besoins de la communauté !

— « Cela ne se peut pas ! La communauté est une chose ; et nous, c'est autre chose... Nous aimons mieux rester comme avant ! Nous ne pouvons pas accepter cela, parce que ça n'est pas dans nos habitudes... Qu'on laisse les choses comme elles sont ».

Et tandis que l'intendant s'en allait avec Neckludov, lui disant : « Voyez-vous, prince, si vous leur demandez de signer, vous n'arriverez jamais à vous entendre avec eux : le moujik est têtu, quand il est en assemblée ; il se bute et le diable ne le ferai pas bouger », les paysans se dispersaient, en hochant la tête :

« Je vous donnerai la terre pour rien ! signe seu-

lement! En ont-ils assez mis dedans de nous autres ! plus souvent, mon bon ! Nous sommes aussi malins qu'eux aujourd'hui, nous autres !

« Signe, reprit l'autre moujik en revenant aux paroles du « barine » (1), signe donc et il te mangera tout cru !

Mais Neckludov est trop convaincu de la grandeur de son devoir et de la beauté de sa mission, pour s'en arrêter là, et se lasser de chercher, malgré eux, le bonheur des paysans. C'est vraiment la caractéristique d'un esprit absolument décidé que de passer outre aux découragements venant même de la part de ceux pour lesquels on cherche le bien. Il réunit donc de nouveau ses paysans, et il va continuer son exposé et refaire ses propositions :

« — A mon avis, dit Neckludov, on n'a pas le droit de vendre ni d'acheter la terre, parce que ceux qui ont de l'argent en achèteraient autant qu'ils voudraient ; ou bien, autant qu'ils voudraient, draîneraient l'argent de ceux qui la cultivent ».

— « C'est juste, dit l'homme.

— « Parfaitement bien ! — opina l'ancien soldat.

— « Pas moyen de louer des terres ; on en demande des prix impossibles à payer. — On nous tord comme du chanvre ! C'est pire que la corvée ! accentua le moujik hargneux.

— « C'est aussi mon opinion, dit Neckludov, et

(1) « barine » signifie, maître, en russe.

je considère comme un péché de posséder la terre ; c'est pourquoi je veux la donner.

« Eh bien ! bonne affaire ! Tu n'as qu'à la donner aux moujiks, voilà tout ! »

« Eh bien ! dites-moi : comment feriez-vous à ma place ?

« Comment nous ferions ? Un partage égal entre tous ! !

— « C'est évident. Nous partagerions entre les paysans, appuya le bon vieillard.

« Et ils approuvèrent tous cette réponse qui semblait satisfaire pleinement les moujiks.

— « Mais comment entre tous ? demanda Neckludov ; aux « dvoroni » (1) aussi ?

— « Parfaitement que non ! déclara l'ancien soldat.

Mais le grand paysan réfléchi fut d'un avis contraire : « Si on partage, il faut le faire également entre tous !

— « Cela n'est pas possible, reprit Neckludov. Si je faisais un partage égal entre tous, ceux qui ne travaillent et ne cultivent pas eux-mêmes accepteraient leur part pour la revendre aux riches. Et de nouveau ceux-ci accapareraient la terre. Les riches deviendraient puissants, au détriment de ceux qui, pour vivre, ont besoin de la terre ».

— « Parfaitement bien ! se hâta de confirmer l'ancien soldat.

(1) En Russie, les « dvoroni » étaient les moujiks aux services de la maison et de la ferme seigneuriale.

« Défendre que quiconque vende la terre ; et que celui-là seul qui la laboure en soit le possesseur, fit l'autre.

Tolstoï — pardon ! Neckludov — ne se laisse pas démonter par tous les raisonnements des moujiks, qui prennent la question dans ses moindres détails d'organisation. On arrive ainsi au partage des terres :

— « Et puis, comment partager la terre suivant la qualité ? Pourquoi les uns auraient-ils du terreau, et les autres de la terre glaise ou du sable ?

— « Mais on partagerait également chaque qualité, reprit un des moujiks.

— « Vous voyez bien que ce n'est pas si simple...

C'est alors que Tolstoï leur dit, comme pour les convaincre de l'importance des questions économiques qu'ils sont en train de débattre, qu'ils ne sont pas les seuls à les étudier.

« Par exemple, un Américain, du nom d'Henry George. Eh bien, voici ce qu'il a imaginé, et je suis de son avis...

« La possession de la terre doit être commune, tous ayant sur elle un droit égal. Mais il y a de la terre qui est bonne, et d'autre qui l'est moins. Et chacun en voudrait de la bonne. Comment donc égaliser les parts ? Il faut que celui qui exploite une très bonne terre paie à ceux qui n'en ont pas la valeur de la sienne. Et comme il est difficile de déterminer quels sont ceux qui doivent payer, et à qui ils doivent payer ; comme dans la vie actuelle,

l'argent est nécessaire aux besoins de la communauté, le parti le plus sage est de décider que quiconque exploitera une terre devra payer au groupement, pour les besoins communs, une redevance proportionnée à la valeur de sa terre. Ainsi l'égalité sera rétablie. Tu veux posséder une terre ; paie davantage pour celle qui est bonne que pour celle qui l'est moins. Et, si tu ne veux pas avoir de terre, tu n'auras rien à payer. »

— « C'est très juste ! Ta terre est meilleure, paie-la plus chère !

— « En voilà une tête, ce George !

— « Le prix doit être calculé, ni trop haut ni trop bas; trop haut, on ne peut le payer, et des vides se produisent; trop bas, chacun se met à acheter de la terre aux autres et le trafic recommence !

— « C'est juste, et bien compris! Enfin, cela nous va !

« En voilà une tête, ce George ! Et dire qu'il a inventé tout ça !

*
* *

Cette expression de naïve admiration à l'égard de Georges que Tolstoï met dans la bouche de simples paysans, est bien aussi la traduction de son sentiment vis-à-vis de l'auteur américain. En effet, dans tous les ouvrages où il traite la question de la propriété privée de la terre, il en revient toujours à cette hypothèse de l'impôt unique, qui lui paraît devoir être la seule solution de la question agraire.

Avant d'étudier cette théorie et de la critiquer, il nous semble nécessaire de demander à Tolstoï s'il est un adepte de la nouvelle « religion socialiste ».

On sait déjà que Tolstoï ne s'est presque toujours intéressé uniquement qu'aux travailleurs des champs ; il a passé la plus grande partie de sa vie avec eux ; il s'est aperçu de leurs misères et a cherché à en approfondir les causes : il était donc tout naturel qu'il s'occupât d'avantage d'eux que des ouvriers des villes.

Au sujet du socialisme — « cette doctrine à la mode » (1) — Tolstoï constate que, dans un pays comme la Russie, où 98 % des travailleurs y sont encore employés à l'agriculture, elle est acceptée volontiers par les 2 % restants d'ouvriers, qui sont détournés ou deshabitués du travail des champs. La raison en est qu'en abandonnant l'agriculture, l'ouvrier se laisse entraîner par les séductions de la vie des villes et des fabriques. Dès que ces ouvriers ont appris quelques notions de la doctrine socialiste, ils les propagent avec zèle parmi leurs camarades, et, grâce à cette propagande et aux besoins nouveaux qu'ils ont contractés, ils se tiennent pour des « hommes supérieurs, bien plus avancés que les grossiers moujiks, ouvriers des champs » (2). Et Tolstoï de se féliciter que les ouvriers de fabrique soient encore peu nombreux en Russie et que

(1) Tolstoï, *Conseils aux dirigés*, p. 5.

(2) Idem, *ibidem*, p. 6.

l'énorme masse des travailleurs agricoles, ou ignore encore la doctrine socialiste, ou, si elle en a entendu parler, la considère comme quelque chose qui ne la touche point et n'a aucun rapport avec ses besoins réels.

Il remarque que tous les moyens d'action des socialistes : syndicats, manifestations, élections de députés au Parlement, à l'aide desquels les ouvriers des villes cherchent à alléger la servilité de leur situation, ne présentent aucun intérêt pour les libres travailleurs des champs : « Ceux-ci ne se soucient nullement de l'augmentation des salaires, de la diminution des heures de travail, d'une caisse commune, etc. ; ils n'ont besoin que d'une chose : la terre. Or, partout, ils en ont trop peu pour nourrir eux et leur famille. Et, sur cette unique chose, qui leur est indispensable, la doctrine socialiste est muette » (1).

Tolstoï semble pousser trop loin ses accusations quand il fait grief au socialisme de ne pas s'occuper du tout du travailleur des champs qui lui tient tant à cœur : sans doute, dans tous les pays, la doctrine socialiste s'est intéressée plus particulièrement aux ouvriers des fabriques qu'aux agriculteurs ; mais il faut pourtant reconnaître que chaque système socialiste a eu son programme agraire.

D'ailleurs cette préférence nous paraît s'expliquer d'elle-même à plusieurs points de vue. Le plus sou-

(1) Tolstoï, *Conseils aux dirigés*, p. 7.

vent le théoricien, qui expose des idées socialistes, est un ouvrier qui, par son travail et son intelligence a été amené à comprendre les misères de ses camarades et à proposer ensuite les remèdes qu'il croit bons à les soulager ; peu lui importera la situation faite aux travailleurs des champs. C'est aussi quelquefois un savant, qui a toujours vécu dans les villes, qui a visité les centres ouvriers, et qui s'émeut au spectacle de leur pauvreté, de leur promiscuité et de leur manque d'air ; il va donc s'efforcer, par la parole et par la plume, de chercher à rendre meilleure leur existence. Il s'inquiétera moins des agriculteurs : il les sait au grand air, aux goûts simples, éloignés des tentations des grandes villes. Il a fallu Tolstoï, ce grand amoureux de la nature, pour s'intéresser aux misères des habitants des campagnes, et un champ d'observation aussi vaste que la Russie pour être facilement frappé de l'iniquité de leur sort.

Tolstoï s'étonne de ce que les « doctes socialistes » prétendent que ce sont les usines et les fabriques qui constituent le principal objectif de la lutte, tandis que la terre ne vient qu'après ; en effet, selon la doctrine solialiste, les ouvriers doivent, avant tout, lutter pour la possession des usines et des fabriques : et c'est seulement quand ils s'en seront emparés qu'ils pourront également accaparer la terre. Le grand ami des terriens ne pense pas ainsi, et il exprime son étonnement : « De même, les socialistes, après avoir décidé à tort que la terre est

un instrument de travail semblable à l'usine et à la fabrique, ils proposent aux ouvriers — qui souffrent du manque de terre — de se désintéresser de la terre, de songer à s'emparer des fabriques, des fusils, des canons, des parfums, des savons, des miroirs, des rubans, des objets de luxe de toutes sortes ; et alors, quand ces ouvriers sauront produire bien et vite des miroirs et des rubans, mais seront devenus inhabiles à travailler la terre, ils s'empareront de celle-ci » (1).

Les événements de 1917 ont ainsi donné tort aux raisonnements de Tolstoï. On sait que ce n'est qu'après s'être emparés par la violence des usines des villes, que les « pratiques socialistes » songèrent au partage des terres. Nous verrons plus loin que Tolstoï ne prévoyait pas une révolution organisée et exécutée comme l'ont été successivement celles de mars et d'octobre 1917.

Mais s'il ne veut pas que les ouvriers des champs abandonnent leurs travaux, séduits par l'agrément des usines, une question va alors se poser à son esprit : comment les Russes, dont la majorité, 98 %, vit du travail agricole, pourront-ils améliorer leur situation sans quitter la terre ? Nous savons qu'il a toujours répondu : « il suffirait de donner aux ouvriers la terre qui est aujourd'hui accaparée par les gros propriétaires » (2).

(1) Tolstoï, *Conseils aux dirigés*, page 12.

(2) Idem, *ibidem*, p. 20.

Il est ainsi amené à exposer le seul remède qu'il croit utile à la question agraire, celui-là même qu'un ouvrier mécanicien américain, Henry George, a imaginé, avec tant de succès, et produit dans ses ouvrages : *Progrès et Pauvreté*, *Problèmes sociaux*.

Dans son étude *: ce qu'est l'impôt unique, et pourquoi nous le revendiquons*, George débute en déclarant que le droit de propriété s'appuie, non sur des lois humaines, mais sur des lois naturelles, « autrement dit sur des lois divines » (1) et la violation de ce droit, qu'elle soit commise par un individu ou une collectivité, est la violation du commandement : « le bien d'autrui tu ne prendras ». Il reconnaît que l'homme qui pêche un poisson, soigne un pommier, élève un veau, construit une maison, une machine, confectionne un vêtement, peint un tableau, acquiert par ce fait le droit exclusif de propriété sur son travail, le droit de le donner, de le vendre, de le transmettre en héritage. Mais, par contre, « puisque la terre n'a pas été faite pour nous et n'est qu'un séjour provisoire de générations qui se succèdent par une permission du Créateur, égale pour tous, il est clair que personne ne saurait avoir un droit exclusif sur le sol et que les droits de tous sont égaux et inaliénables. Mais, ce droit de possession doit être limité par le droit de tous, et par suite, doit être subordonné au paiement à la société

(1) Tolstoï, *Le Grand Crime*, p. 272.

d'une certaine redevance pour le précieux avantage qu'a le possesseur d'exploiter son terrain » (1).

Henry George commence ici à développer son plan d'impôt unique, que l'on peut résumer ainsi :

Lorsque l'on frappe d'impôt la maison, les moissons, les outils, le capital ou n'importe quelle richesse, sous quelle forme que ce soit, on dépossède les membres de la société de ce qui, en droit, doit être considéré comme leur propriété ; on viole le droit de propriété. Tandis, qu'en grevant d'un impôt les valeurs foncières, on prend à un membre de la société ce qui appartient, non à lui, mais à la société, et ce qui ne saurait être abandonné à l'individu sans léser les intérêts des autres membres. On viole donc la « loi de justice », en grevant d'un impôt le travail ou ses produits, et on la viole de même en n'imposant pas la propriété foncière. Aussi, Henry George propose-t-il d'abolir tous les impôts, à l'exclusion de ceux frappant la valeur même du sol, indépendamment de la valeur des constructions et des améliorations qui y sont ajoutées ; ce qu'il suggère, ce n'est pas l'impôt immobilier, car, sous la dénomination d'immeubles, on entend aussi les édifices et toute construction ; ce n'est pas non plus l'impôt foncier, parce qu'il propose d'imposer non la terre en général, mais seulement sa valeur, qui ne dépend pas du prix de constructions et amélio-

(1) Tolstoï, *Conseils aux dirigés*. p. 328.

rations extérieures, mais seulement des conditions naturelles et sociales.

Ce projet d'Henry George, que Tolstoï devait reprendre, avait déjà été émis par Stuart Mill, sinon même par les Physiocrates du XVIII^e siècle. Quoique assez séduisant au premier abord, il donne lieu à bien des critiques. D'abord, au point de vue de la justice, si la société confisque à son profit toutes les bonnes chances, sous prétexte qu'elles ne sont pas le fait du propriétaire, il serait juste alors qu'elle prenne à sa charge toutes les mauvaises chances exactement pour la même raison. Mais alors où s'arrêter ?

Henry George écrit lui-même dans son ouvrage, que cette confiscation du revenu par l'impôt doit avoir pour effet, tout aussi bien que la confiscation du fonds en nature, de réduire considérablement la valeur de la terre, de « ne laisser au propriétaire que la coque de la noix » (1). Dans ce cas, quoiqu'Henry George s'y refuse absolument, en équité, il faudra une indemnité; et de nouveau, de graves difficultés fiscales vont surgir, presqu'insurmontables.

Il y a enfin une grande objection pratique, c'est que, dans la plus-value du sol, on trouve généralement deux éléments : l'un tient bien à diverses causes sociales et impersonnelles, mais l'autre provient du travail du propriétaire ou du moins de ses

(1) HENRY GEORGE, *Progrès et Pauvreté*, p. 241.

avances. Si on établissait cet impôt, on ne pourrait toucher au deuxième élément sans décourager toute initiative et tout progrès dans les entreprises agricoles, qui ne sont déjà que trop routinières. Or, une telle séparation est impossible en pratique : le propriétaire lui-même ne réussirait pas à l'établir exactement ; à plus forte raison, un agent du fisc quelconque.

Sans doute Tolstoï n'avait pas vu toutes ces critiques à adresser au système du « single-taxe » (1) rêvé par l'auteur américain ; il s'est laissé séduire par la simplicité du projet, et aussitôt il en a analysé les avantages, s'il était mis en pratique.

D'abord les propriétaires fonciers, surtout les grands, qui ne cultivaient pas leurs terres, mais qui devaient payer l'impôt, renonceraient généralement à leurs possessions et les transmettraient aux agriculteurs manquants de terre ; et ce serait atteindre pacifiquement le but qu'il ne cesse de poursuivre. L'impôt unique, en supprimant toutes les autres taxes sur les produits de première nécessité : sucre, pétrole, allumettes, œufs, beurre, etc, diminuerait les dépenses des travailleurs et améliorerait ainsi leur bien-être. Les droits de douane supprimés, cet impôt rétablirait, dans les pays où il serait institué, le libre commerce avec le monde entier, et donnerait à ses habitants, la possibilité de jouir sans obstacle

(1) Ce qui veut dire en anglais « taxe unique ».

de tous les produits du sol et du travail de tous les pays.

Enfin, dernier avantage, en permettant l'accès de la terre à tous les travailleurs, cet impôt unique changerait heureusement la situation des salariés ; ils ne seraient plus obligés comme aujourd'hui, d'accepter les conditions que leur imposent les patrons, mais établiraient eux-mêmes les conditions de leur travail. Et Tolstoï conclut :

« Ainsi, quel que soit le régime social, celui d'aujourd'hui fondé sur la violence gouvernementale, ou celui de demain basé sur l'entente universelle, l'institution de l'impôt unique sur la terre, serait le moyen le plus sûr et le plus pratique, tant pour se procurer sans imposer le travail les ressources nécessaires aux dépenses de la société, que pour établir les relations agraires équitables » (1).

On a vu ce que ce projet a de trop simple et de presque enfantin ; on ne peut que le ranger dans la longue série des systèmes que des cerveaux bien intentionnés ont successivement élaborés. Henry George, et à sa suite Tolstoï, comme tous les théoriciens d'un monde meilleur, exposent des idées qui semblent, à la lecture, d'une utilité et d'une nécessité surprenantes, mais qui, à la réflexion, apparaissent accompagnées d'insurmontables difficultés de réalisation. Dans un pays essentiellement agricole,

(1) Tolstoï, *Conseils aux dirigés*, p. 114.

comme la Russie, avec une telle proportion de propriétaires fonciers, il peut être aisé de proposer l'abolition de la propriété absolue, au moyen de l'établissement de l'impôt unique, mais il est tout aussi difficile d'arriver à un résultat utile. Les événements qui suivirent la révolution d'octobre 1917, sont là pour donner raison à ces critiques ; nous verrons plus loin quelles ont été les difficultés, presque les impossibilités de mise en œuvre auxquelles se sont heurtés les auteurs de la loi sur la socialisation des terres.

CHAPITRE IV

Tolstoï et la Révolution.

Quelle que soit la solution qu'il propose à la question agraire, il n'en reste pas moins que Tolstoï voudrait un bouleversement absolu dans le mode de propriété du sol. Son but est d'instruire les paysans et les propriétaires fonciers de telle façon qu'un beau jour la propriété privée disparaisse au grand avantage des millions d'êtres miséreux qui souffrent de travailler pour les autres. Il souhaite donc ardemment un changement radical; et c'est justement dans ce sens que l'on peut dire qu'il est révolutionnaire. Mais si, pris sans son interprétation habituelle, ce terme éveille les idées de Coups d'Etats, de meurtres, d'attentats, d'effusions de sang, entendu dans son étymologie, il est l'expression d'un changement dans les opinions, dans les maniè-

res d'agir: nous allons voir que c'est dans ce sens que Tolstoï n'a cessé de réclamer le calme et l'entente universelle tout en réprouvant les actes violents et sanguinaires.

SYMPATHIE POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES

Elle se manifeste très sensiblement dans les ouvrages que Tolstoï écrivit au début de sa propagande : *Révolutionnaires*, *Trois morts*, *Résurrection et Nouvelle Vie*.

Il décrit, avec une sympathique compassion, les tortures morales des révolutionnaires convaincus et impuissants à agir, les morts atroces de ceux qui ont pu « accomplir leur mission », mais dont les cadavres se balancent lamentablement au gibet d'infamie, enfin les souffrances qu'endurent ceux qui ont été envoyés au bagne à la suite de condamnations politiques.

Dans *Révolutionnaires*, un jeune étudiant, Svietlogoub, est, depuis deux mois, incarcéré dans une prison; et, pendant tout ce temps-là, il a beaucoup pensé. Tolstoï va faire l'éloge de cet homme qui « venait de sentir l'injustice de sa situation d'homme riche » (1). Il essayait bien d'étouffer en lui cette conscience, mais souvent quand il se trouvait en face de la misère du peuple, et parfois tout simple-

(1) Tolstoï, *Révolutionnaires*, p. 13.

ment, quand « il se sentait bien et joyeux ». il était « honteux » de ce que des gens : paysans, enfants, femmes, vieillards, venaient au monde, vivaient et mouraient, ne connaissant pas toutes les joies dont il jouissait lui-même. Aussi ce jeune homme va-t-il quitter sa famille, ses plus chères affections pour s'affilier à une société de propagande révolutionnaire. On sent le plaisir avec lequel Tolstoï le fait vivre dans cette atmosphère d'excitation morale, qui était celle des révolutionnaires exaltés :

« ... Il se disait: « la victoire ou le martyre, et si c'est le martyre, ce sera aussi la victoire, mais dans l'avenir. Et la flamme qui brûlait en lui, non seulement ne faiblit pas durant les deux années de son activité révolutionnaire, mais s'aviva de plus en plus au respect et à l'affection de ces hommes parmi lesquels il se trouvait » (1).

Et un peu plus loin : « voilà que ce martyre qu'il attendait commença pour lui. Tous ces derniers temps, quand nombre de ses amis et des femmes étaient suppliciés, emprisonnés, déportés, il désirait le martyre. Aussitôt son arrestation et pendant l'interrogatoire, il éprouva une excitation particulière, presque de la joie » (2).

On le voit, Tolstoï se plaît à dépeindre, avec faveur et vérité, cet état d'âme singulier des révolutionnaires, pour lesquels la participation au boulever-

(1) Tolstoï, *Révolutionnaires*, p. 17.

(2) Idem, *ibidem*, p. 18.

sement général semble être le but final de leur existence. Il ira même jusqu'à faire une profession de foi complètement à l'opposé de toutes ses théories de calme et de modération, mais qui est bien celle que devait proclamer tout apôtre :

« Voulez-vous savoir quelle est notre religion ?

« Notre religion ! Eh bien, la voici : nous croyons qu'il y a des hommes qui ont accaparé la puissance, qui tourmentent et trompent les peuples, et qu'il ne faut pas s'épargner, qu'il faut lutter contre ces hommes pour en délivrer le peuple qui est exploité par eux. Ainsi ce sont eux qu'il faut anéantir. Ils tuent et il faut les tuer jusqu'à ce qu'ils s'amendent.... » (1). Et ailleurs :

« ,.... Notre religion, c'est de ne pas s'épargner, de renverser le gouvernement des politiques et d'établir un gouvernement libre, élu, le gouvernement du peuple... » (2).

Evidemment, Tolstoï fait tenir ces propos dans la bouche d'un révolutionnaire exalté, aigri par les privations de la prison ; mais on sent tout de même, aux détails qui fourmillent, à la chaleur avec laquelle il s'exprime, qu'il n'a pas seulement de la compassion pour ses malheurs, mais bien de la sympathie, si ce n'est de l'admiration.

C'est dans ce même ouvrage, *Révolutionnaires*, que Tolstoï constate avec plaisir qu'il existe, dans les

(1) Tolstoï, *Révolutionnaires*, p. 60.

(2) Idem, *Trois Morts*, p. 92.

groupes, pour les adeptes, une atmosphère d'opinion publique, grâce à laquelle les actes cruels qu'ils commettent, au risque de leur liberté, de leur vie, au mépris de tout ce qui est cher à l'homme, loin de leur apparaître comme condamnables, leur semblent au contraire héroïques. Par là s'explique ce phénomène qui lui est surprenant : des hommes les plus doux, incapables de causer et même de voir des souffrances d'êtres vivants, se préparent tranquillement au meurtre et reconnaissent, dans certains cas, l'assassinat comme légitime et juste, soit comme moyen de défense, soit pour atteindre « au but suprême : le bien général... ».

Aussi bien cherche-t-il après avoir analysé l'état d'âme des révolutionnaires, à les comparer à la masse des autres hommes : « ... la différence entre nous et les autres hommes résidait en ce que leurs besoins moraux étaient plus élevés que ceux dont se contentent les autres. Ils considéraient comme obligatoire, non seulement la sobriété, la simplicité de la vie, la franchise, le désintéressement, mais même encore la disposition immédiate à tout sacrifier, même leur existence, pour l'œuvre commune. Aussi, parmi ces hommes, ceux qui étaient au-dessus de la moyenne, paraissaient très supérieurs, et offraient le modèle d'une race d'élévation morale ; ceux au contraire qui étaient au-dessous de la moyenne, restaient bien inférieurs et présentaient souvent le caractère d'hommes faux, hypocrites, et en même temps fanfarons et arrogants » (1).

(1) Tolstoï, *Révolutionnaires*, p. 198.

Voilà donc l'admiration non déguisée! Les révolutionnaires, ceux qui ont des « besoins moraux » supérieurs à ceux dont se contentent les autres, présentent, pour Tolstoï, le « modèle d'une race d'élévation morale ».

Enfin comme autre preuve de la sympathie qu'éprouve Tolstoï à leur égard, lisons des extraits de la lettre qu'il écrivit à l'empereur Alexandre III, à l'occasion du meurtre de son père ; c'est un véritable plaidoyer en faveur des meurtriers :

« Sire ! Par de redoutables et fatals malentendus, dans l'âme des révolutionnaires s'accumula une haine terrible contre votre père, haine qui les amena à commettre un meurtre effroyable. Cette haine peut être ensevelie avec lui... Que sont les révolutionnaires? Des gens qui haïssent l'ordre existant, le trouvent mauvais et travaillent en vue d'en établir un meilleur.... Ce n'est pas par la peine de mort qu'on peut lutter contre eux. Pour cela, il faut lutter sur le terrain des idées. Leur idéal, c'est le bien-être général, l'égalité, la liberté. Pour lutter contre eux, il faut leur opposer un autre idéal, supérieur au leur, embrassant le leur... » (1).

Fallait-il que Tolstoï soit convaincu de la beauté de la mission de ces révolutionnaires pour qu'il osât s'adresser au Tsar, en des termes pareils! Mais, on l'a lu dans les passages de cette lettre, s'il demandait grâce pour les auteurs de l'attentat, il n'en

(1) *Lettre au Tsar*, du 1er mars 1881.

réprouvait pas moins leur « effroyable » façon d'agir.

« LA VIOLENCE EST UN PÉCHÉ »

Si Tolstoï éprouve des sympathies à l'égard des révolutionnaires et a le courage de le leur témoigner publiquement, il s'en faut de beaucoup qu'il préconise leurs mêmes moyens d'action. Par l'ampleur des réformes qu'il demandait, on peut bien lui donner le qualificatif de révolutionnaire, mais nous allons voir qu'il se sépare nettement de ceux qui préconisaient les coups d'état, semblables à ceux de mars et d'octobre 1917.

Certes Tolstoï reconnaît que le mouvement révolutionnaire dont il est témoin, est d'une envergure extraordinaire, et c'est pourquoi il inscrit, au début de son ouvrage : « La Fin d'un monde », cette pensée de Channing (1) :

« Jamais les hommes n'ont eu devant eux une œuvre aussi grandiose à accomplir. Notre siècle est le siècle de la Révolution, dans la plus haute acception du mot : Révolution morale et non matérielle. Il se forme une idée supérieure d'organisation sociale et de perfectionnement moral ».

Ainsi dès qu'il traitera des questions sociales — et il n'écrira pas un volume sans en toucher un mot — il tâchera de convaincre le lecteur de l'imminence

(1) CHANNING : un des chefs de la secte des unitaires aux Etats-Unis. Il entra l'un des premiers dans le mouvement antiesclavagiste de 1831.

d'une révolution, mais il se rangera toujours à l'avis de Channing ; il distinguera entre la révolution « morale » et la révolution « matérielle ».

En bon historien qu'il est, Tolstoï se souvient des atrocités de la Terreur Française ; il constate que les hommes de la Révolution Française avaient clairement posé l'idéal de liberté, d'égalité et de fraternité, au nom duquel ils souhaitaient transformer la société. De ce principe découlaient des mesures pratiques : abolition des castes, répartition égale des richesses, suppression de titres et de grades, de la propriété privée. Or, à son avis, cet idéal ne pourra jamais être atteint à l'aide de la violence. « Malheureusement, les hommes de la Révolution Française étaient tellement accoutumés à l'emploi de la force comme unique moyen d'action, qu'ils ne s'étaient pas aperçus de la contradiction que renfermait l'idée de réaliser l'égalité, la liberté et la fraternité, par la violence ; ils n'apercevaient pas que l'égalité est l'opposé de domination et de soumission, que la liberté est inconciliable avec la contrainte et qu'il ne peut y avoir de fraternité entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent » (1).

En France, en Russie, en Espagne, dans les républiques sud-américaines, des révolutions furent et sont encore organisées ; mais Tolstoï remarque que, couronnée de succès ou non, l'ancienne situation revient toujours, parfois même aggravée. Les formes

(1) Tolstoï, *Guerre et Révolution*, p. 88.

sociales changent, mais les rapports entre les hommes demeurent immuables, et le philosophe de conclure : « c'est pour cette raison que nous n'avançons pas vers l'idéal égalitaire ».

Aussi bien, à l'égard de ces révolutionnaires qui modifient sans cesse les formes de violence, emploie-t-il une image très heureuse et qui dépeint parfaitement leur façon d'agir : « ils procèdent à l'instar d'un homme qui, chargé d'un poids inutile, tantôt en modifie le paquetage, tantôt le déplace de son dos sur ses épaules, du dos sur les reins et de nouveau sur le dos, sans que l'idée lui vienne de faire le seul acte nécessaire : s'en débarrasser » (1).

Et Tolstoï de faire remarquer que le moyen qui se sert de la violence n'est pas bon, parce que, même s'il réussit à changer l'ordre existant, il n'y a aucune garantie que le nouvel ordre soit ferme et que ses ennemis ne puissent triompher, grâce aux circonstances favorables et à la même violence ; c'est ce qui est arrivé en France. Il en résulte que « toujours un nouvel ordre établi par la violence, doit être sans cesse soutenu par la même violence, c'est-à-dire par l'iniquité ». En cas d'insuccès, Tolstoï fait remarquer très justement que les violences révolutionnaires ne font que renforcer l'ordre de choses même contre lequel on lutte, en transportant au camp des conservateurs et des réactionnaires le grand nombre d'hommes indécis qui se tiennent

(1) Tolstoï, *Guerre et Révolution*, p. 130.

au milieu, et qui n'appartiennent ni à l'un ni à l'autre camp.

A ce sujet, il est utile de connaître l'attitude de Tolstoï à l'égard des terroristes, qui semblent n'avoir d'autre but que celui de tuer les souverains régnants. Il est franchement contre eux et il se demande comment les anarchistes ne peuvent inventer, pour améliorer le sort des peuples, rien de mieux que la destruction d'hommes dont la disparition est aussi vaine que « si l'on coupait la tête à ce monstre fabuleux, chez qui une nouvelle tête repoussait à la place de l'ancienne » (1). Il convient, d'autre part, que par leur « éducation bornée », leur existence « entourée de courtisans menteurs », ils ne peuvent se faire une idée exacte des besoins du peuple, et ne sont nullement responsables des actes de leur gouvernement.

Si Tolstoï désapprouve les meurtres uniques des souverains, il ne conseille pas plus les émeutes des rues. Un organe révolutionnaire de Genève *les Feuilles populaires*, dans un article, en avait fait l'apologie, et les recommandait comme excellent moyen d'action. Tolstoï a vite fait de le condamner : il le trouve un mal, sans aucune portée pratique, et « simplement stupide » (2).

C'est dans cette protestation, datée du 15 décem-

(1) Tolstoï, *Conseils aux dirigés*, p. 102.

(2) *Conseils aux dirigés*, p. 171. — Lettre du 15 déc. 1901 à J. W. Trégoulov sur l'action révolutionnaire.

bre 1901, que Tolstoï écrivit cette phrase, qui résume bien sa doctrine d'action : « Je trouve que toute violence est un péché, et c'est pourquoi aucun homme de bonne foi ne me confondra avec les révolutionnaires qui ont recours à la violence ».

Et comme il s'intéresse davantage aux paysans qu'aux autres, il ne cesse de leur recommander de s'abstenir des « actes brutaux auxquels les incitent les révolutionnaires » ; parce que toute violence, commise par les paysans sur les propriétaires fonciers, provoquerait des représailles, et cette lutte finirait, dans tous les cas, par l'établissement d'un gouvernement tyrannique, quelque soit la forme qu'il prenne.

*
* *

Mais alors que doit faire le peuple russe ?

La réponse semble, à Tolstoï, « bien naturelle, découlant de la situation même : ni obéir à son gouvernement qui l'a conduit à son malheureux état actuel, ni organiser sur le modèle des peuples occidentaux le régime parlementaire et oppresseur qui a rendu leur situation plus malheureuse encore » (1).

Ne serait-il pas plus simple au laboureur russe de cesser de participer à tout gouvernement de violence, et de ne plus y obéir ? S'il le faisait, Tolstoï voit dis-

(1) *La Révolution russe*, p. 55.

paraître d'eux-mêmes et les impôts, et le service militaire, et les exactions des fonctionnaires, et la propriété foncière et toutes les misères qui en résultent pour les travailleurs ; elles disparaitraient en effet, parce qu'il n'y aurait plus personne pour les maintenir.

Il veut qu'on prenne conscience du « crime » du « péché » qu'on commet en possédant la terre comme un bien exclusif, et qu'en ayant conscience, on s'en « abstienne ». Quand les ouvriers comprendront combien la possession de la terre est illégitime, Tolstoï espère que tous, ou du moins un certain nombre d'entr'eux, s'abstiendront de travailler ou d'affermer les terres des propriétaires. Il examine déjà, quels pourraient bien être les résultats d'un tel changement dans la société.

Même, si une partie seulement des ouvriers refuse de travailler chez les propriétaires ou de louer leurs terres, ceux-ci, ne trouvant plus de profit à les posséder, prendront avec les ouvriers des arrangements avantageux ou renonceront complètement à la propriété foncière. Il peut arriver aussi que les ouvriers incorporés dans l'armée, ayant compris l'illégitimité de la propriété foncière, refusent de plus en plus souvent de marcher contre leurs frères, les ouvriers des champs; le gouvernement serait alors forcé de renoncer à défendre le monopole de la terre qui redeviendra libre.

Enfin, et là nous arrivons à l'acte brutal des bolchevicks d'octobre 1917, il peut arriver que « le

gouvernement, comprenant que l'affranchissement de la terre est inévitable, juge nécessaire de prévenir la victoire des travailleurs et, feignant d'en prendre l'initiative, supprime par une loi la propriété foncière.

Voilà donc Tolstoï amené à conseiller et à recommander un acte qui fut un des premiers qu'accomplirent les Révolutionnaires d'octobre 1917, dès leur arrivée au pouvoir. Constatons qu'ils sont parvenus au même but, mais par des moyens différents.

Pour terminer cette rapide étude des idées de Tolstoï, sur l'opportunité d'une révolution, voici un de ses derniers conseils :

« En tout cas, le sort des ouvriers ne pourra s'améliorer que lorsqu'eux-mêmes agiront selon la volonté de Dieu, davantage selon leur conscience, c'est-à-dire, plus moralement qu'auparavant (1) ».

Nous allons voir, dans la suite de cet ouvrage, que les bolchevicks ont pensé obtenir cette amélioration du sort des travailleurs, en agissant au contraire, beaucoup moins moralement « qu'auparavant ». L'histoire dira plus tard laquelle des théories devait être la bonne, et si les révolutionnaires d'octobre 1917, n'ont pas eu tort d'établir tout leur régime sur tant d'actes « immoraux ».

(1) Tolstoï, *Conseils aux Dirigés*, p. 38.

DEUXIÈME PARTIE

LA FAILLITE DU TSARISME

Si, à la lecture du titre de cette seconde partie, à côté d'un terme qui représente des siècles de grandeur politique et de prospérité nationale, on trouve accolé un qualificatif qui implique toujours une sorte de déshonneur, ce n'est point dans la pensée de l'auteur de critiquer et de juger tout un régime. Personne n'ignore quel passé de noblesse, de magnanimité fut celui de l'ancienne monarchie russe : et depuis Ivan le Terrible, jusqu'à Nicolas II, en passant par Pierre le Grand et la Grande Catherine, que de pages admirables écrites par les souverains à la gloire de leurs couronnes et du beau pays, sur lequel ils gouvernaient !

Ainsi donc, ce n'est pas toute l'institution de

l'ancienne monarchie que l'on entend censurer. Mais, puisque cet ouvrage traite de la question agraire en Russie, c'est uniquement à ce sujet que l'on veut exposer des critiques historiques; car il semble que ce régime n'a jamais vu sous son vrai jour la situation des travailleurs des champs. Connaissant l'âme du peuple russe comme ils devaient la saisir, les divers gouvernements auraient dû se rendre compte tout d'abord du danger de leur autocratie absolue, ensuite de la vanité de leurs concessions successives. Car, en effet, il est arrivé un moment où le gouvernement, comprenant l'inutilité de la rigueur qu'ils exerçaient sur les paysans, accordèrent des réformes qui, loin de calmer les appétits des cultivateurs, ne firent que les exciter; à tel point qu'il n'y eut rien d'étonnant à constater avec quelle frénésie les paysans se précipitèrent sur les terres des propriétaires fonciers et se les partagèrent, lorsque, pour se concilier leurs sympathies les auteurs de la révolution d'octobre 1917 ordonnèrent le partage des terres.

Cette seconde partie se propose donc, après l'exposé des théories de Tolstoï au point de vue agraire, d'établir les changements successifs qui se produisirent dans les modes de propriété en Russie, à la suite des réclamations, dont le propriétaire de Yasnaïa-Poliana était le principal porte-parole. On essayera ensuite de démontrer que la faiblesse des derniers représentants de la monarchie semble avoir été une des causes qni ont précipité la solution de la ques-

tion agraire ; car, par leur irréductible sentiment de l'autocratie, mal servie par des conseillers qui se plaisaient à cacher les dangers de toute intransigeance, ces souverains refusèrent le moindre changement au mode de propriété, puis firent quelques réformes ne donnant aucune satisfaction aux paysans, mais attisant sans cesse au contraire leur sourde colère contre les dirigeants et les portant de plus en plus du côté des révolutionnaires, qui profitaient de leur rancune pour leur infuser profondément la haine du régime qui les oppressait.

CHAPITRE PREMIER

L'acte du 19 Février 1861.

On aurait pu penser qu'au cours des longues guerres que supportèrent les Russes pendant toute la moitié du dernier siècle, les idées de liberté et d'égalité, que la Révolution française avait proclamées, avaient été entendues et comprises de l'autre côté de l'Allemagne. Il n'en fut rien ; et, sous ce siècle qui se flatte d'avoir été celui du progrès, le servage et la corvée étaient encore en vigueur en Russie.

Les modes de tenure et d'exploitation du sol, jusqu'en 1861, étaient encore d'une simplicité féodale.

Toute la terre russe était entre les mains de quelques grands propriétaires ; il y avait d'abord l'Etat, puis la maison impériale avec ses apanages et ses « terres de cabinet », ensuite les églises et les monastères, et enfin la caste noble. Quant au peuple

agricole, il était lui-même propriété de la propriété, c'est-à-dire du domaine, comme dans tout le reste de l'Europe féodale. Puis, avec les aggravations successives de Boris Godounov et de Pierre le Grand, le peuple de la campagne devint propriété du propriétaire même, qui le vendait, à la pièce, suivant son bon plaisir.

Le domaine, en général, était divisé en deux parties. Le propriétaire concédait la première partie, non aux chefs de famille individuellement, mais à leur collectivité, qui était le « mir » ; cette collectivité faisait une répartition périodique entre les familles au *prorata* de leurs membres mâles et adultes, que l'on appelait les « âmes ». Le seigneur se réservait l'autre partie ; et c'est avec eux qu'apparaissent les paysans serfs. Cette réserve était tantôt beaucoup plus, tantôt beaucoup moins étendue que la « terre paysanne » selon le nombre des membres mâles et adultes dont il fallait assurer la subsistance.

Pour tirer partie de leur réserve, les seigneurs se servaient de deux moyens : ou bien ils la faisaient cultiver à leur profit sous la direction d'un intendant, le plus souvent un « staroste » (aîné), qu'ils choisissaient parmi les serfs eux-mêmes, et réalisaient la récolte ; ou bien, le plus fréquemment, ils en abandonnaient l'exploitation au « mir » lui-même qui leur payait une redevance ou « obrok ». Ce dernier système était surtout employé par ceux qui n'habitaient pas leur domaine ; et leur nombre ne

fit que croître, jusqu'à former la grande majorité, à partir de Pierre le Grand.

Il est certain que cette façon d'agir n'était pas heureuse pour l'influence du seigneur sur ses paysans ; ils ne voyaient jamais le « barine », ne connaissant que l'intendant rapace ou le « staroste » illéttré ; et petit à petit, le seigneur, pour lequel ils travaillaient, leur parut comme un parasite ou un « vampire ». Tandis qu'au contraire, partout où le « mir » cultivait la réserve seigneuriale, les paysans s'habituaient à confondre cette réserve contre redevance avec la leur propre ; et, lorsqu'on leur retirait cette terre pour la faire valoir directement, cet acte leur paraissait une véritable spoliation. Aussi bien des paysans traduisaient cette idée en disant aux « barines » : « Nous sommes vôtres, mais la terre est nôtre ».

L'injustice d'un tel mode d'exploitation du sol et surtout le maintien, à une pareille époque, de l'institution du servage avaient frappé bien des esprits. Tolstoï, notamment, s'était élevé violemment contre ce procédé barbare, qui n'était pas en harmonie avec l'état avancé de la civilisation. Aussi l'acte du 19 février 1861 était attendu avec impatience ; mais aussi contenait-il des dispositions influencées par le passé, qui devaient plus tard suggérer bien des critiques. Certes le moujik était libéré du servage et de la corvée ; mais nous avons vu que Tolstoï ne cessa de plaider en faveur de sa libération, parce que cet acte n'enlevait à l'autocrate lui-même ni une

parcelle de son pouvoir, ni un champ de son domaine, ni un rouble de ses ressources ou de celles de l'Etat.

L'Acte de 1861 supprimait d'abord l'autorité administrative, judiciaire et policière du seigneur : toutes ces fonctions furent dévolues au « mir » lui-même constitué en communes rurales, sans aucun contrat avec l'ancien seigneur. Le « mir » était, d'ailleurs, placé sous le contrôle presque omnipotent, d'abord d'un « arbitre » élu par la noblesse, et puis, sous Alexandre III, d'un « chef terrien », nommé par l'Administration.

C'était ensuite la disparition de la corvée : on remplaçait, pour la culture des terres seigneuriales, qui à cette époque formaient plus de la moitié de la propriété privée, le travail servile par le travail salarié. Pour un tel changement, il fallait un délai ; on recula de deux années l'expiration de la corvée obligatoire. Mais dans bien des régions, des grands propriétaires russes furent débordés par la crise de la main d'œuvre et renoncèrent à fonder des exploitations agricoles, munies de l'outillage indispensable ; ils se bornèrent à la location de leurs champs aux paysans eux-mêmes.

Enfin, la principale réforme de l'acte que nous étudions, fut la création de la propriété foncière paysanne. Ce ne fut pas sans une vive résistance que l'empereur Alexandre II l'exigea si courageusement (1). En effet, la plupart des grands proprié-

(1) C'est cette énergie déployée à la cause des serfs qui valut à l'empereur Alexandre III le glorieux surnom de « Tsar libérateur ».

taires proposaient simplement de donner aux paysans la liberté gratuite, mais de réserver le droit de propriété sur tout le sol à l'ancien seigneur. Alexandre II reconnut le « mir » propriétaire du sol qui, déjà, au 1er janvier 1857 avait été de fait cultivé par les paysans à leur propre profit. Mais il fallait indemniser les anciens seigneurs, à la fois de la perte de cette propriété et de la corvée ; il fut décidé que les paysans devraient leur payer, par l'intermédiaire de l'Etat, une redevance répartie, amortissement compris, sur une quarantaine d'années. C'était « l'indemnité de rachat », contre lequel Tolstoï ne cessa de s'élever.

Voilà donc rapidement exposée l'économie de la loi de 1861. Certes elle opérait un grand bouleversement dans le mode de tenure de la propriété, mais le législateur commit plusieurs graves fautes économiques. Elles furent promptement, mais en vain, signalées par les esprits clairvoyants. On se propose de les exposer longuement parce qu'à notre avis, elles ont été l'une la cause, l'autre encore plus le prétexte de cette crise agraire, qui a été l'objet de toutes les réclamations des amis des paysans, Tolstoï à leur tête. Quant à la troisième faute, le maintien de la caste paysanne comme telle, elle a donné à cette crise agraire ce caractère sismique que prennent tous les mouvements d'une foule gigantesque et compacte.

A notre point de vue, la première faute de l'acte de 1861 a été le maintien de la communauté du

sol entre tous les membres du « mir ». On faisait simplement une répartition, tantôt fréquente, tantôt et plutôt théorique, au gré de la majorité de tous les champs cultivés et des prés, avec une communauté absolue des pâturages et des parcours. Le vice de ce système apparaît tout de suite : c'est la précarité de la jouissance : l'agriculture repose tout entière sur une série de placements de main-d'œuvre, de matières ou d'argent, dont le rendement et la rémunération sont toujours éloignés, parfois de nombreuses années ; car celui qui est dans une communauté a toujours la tentation, et quelquefois l'obligation, de chercher seulement un rendement immédiat. Ensuite, comme on poussait jusqu'à l'extrême la tendance à l'égalité de fait absolue, on égalisait non seulement en quantité, mais aussi en qualité ; il fallait alors attribuer à chaque chef de famille un nombre divers de parcelles, qui étaient parfois éloignées de plusieurs kilomètres l'une de l'autre. Quant au pacçage et au parcours en commun après la récolte, il s'en suivait que personne n'était maître de son travail et que l'effort des plus capables était absolument rabaissé au niveau des moins capables.

Nous avons vu aussi que les paysans, en compensation du droit de propriété sur la terre qu'ils cultivaient, surtout du travail gratuit qu'ils devaient fournir au seigneur, avaient à payer par voie d'annuité une indemnité de rachat La deuxième faute de l'acte de 1861 fut l'insertion de la clause suivante,

qui fut suggérée à l'empereur par des agrariens trop retors : en renonçant à toute indemnité, le propriétaire fondait le droit de ne distraire au profit du « mir » qu'un tiers des terres dont celui-ci jouissait jusque là, en joignant les deux autres tiers à son domaine réservé. Ainsi n'était plus réalisé le projet avoué et justifié de l'acte, qui était celui de trouver, pour les « barines », dans le versement de l'indemnité, un moyen de monter leur exploitation agricole, à laquelle jusque-là le « mir » fournissait tout, excepté le cheptel. Mais bien des « mirs » étaient effrayés par la perspective de payer en espèce une indemnité, surtout à une époque où l'abondance des produits allait avec l'extrême pénurie de numéraire; ils réclamèrent eux-mêmes à leurs seigneurs, comme une faveur, l'adoption de ce mode de liquidation.

Le résultat fut ce qu'il devait être ; Tolstoï l'a d'ailleurs assez proclamé : un tiers de l'ancien territoire du « mir » ne suffisait pas à nourrir les agriculteurs; ils y avait des régions où les familles étaient reduites à 2/3, presque à 1/4 d'hectare. Que faire alors ? Louer la terre du seigneur, sa réserve d'autrefois et la terre paysanne perdue, non à long bail — pour le bon Russe, ce serait tenter Dieu que de regarder si loin ! — mais à l'année, pour une récolte, l'année de jachère ne comptant pas. Cependant, tandis que l'annuité de rachat ne dépassait pas, dans toutes les terres noires, trois roubles par an, la hausse du prix des céréales s'accentuait sans

cesse, et, avec la concurrence, le prix de location de la déciatine (6 % de plus que l'hectare) montait jusqu'à arriver, vers 1907, au dire de M. Ermolov, longtemps ministre de l'agriculture, dans la province de Riazan, en terre noire, avec un climat trop rude pour le froment, à trente-six roubles payés d'avance, pour une récolte de seigle. On peut se faire facilement une idée de l'état d'âme de ces moujiks au moment où ils payaient d'avance trente-six roubles l'hectare pour ensemencer une terre que leurs pères avaient cultivée en temps de servage, à leur profit personnel, et qui, sans cette fameuse clause introduite dans l'acte de 1861, leur appartiendrait gratuitement depuis l'expiration des indemnités de rachat, vers 1900.

Enfin, la troisième faute du législateur fut de maintenir la caste paysanne comme telle. Alors que l'acte accordait au paysan la liberté et la terre, il aurait été très sensé en même temps que très simple de faire du paysan un citoyen comme les autres, un propriétaire sur la base de l'« uti possidetis ». C'était trop facile, et nous verrons plus loin que, malheureusement, tant qu'il s'est agi de question agraire, le tsarisme, avec sa « bureaucratie », n'a jamais aimé le bon sens en pratique. En effet, le maintien de la caste paysanne comportait bien des mesures vexatoires pour le paysan et qui loin de le calmer, laissaient fermenter les germes de l'explosion, qui devait éclater en 1917. Le paysan était totalement exclu du Code civil, au profit de la

« coutume », qui n'était écrite nulle part, établie, pour chaque espèce, par des « experts » illettrés, les sources étant habituellement... un baril de « vodka ». La municipalité, la police, le tribunal civil et correctionnel étaient composés de paysans également illettrés, assistés d'un « écrivain », imposé par l'administration jusque vers 1910 ; il y avait même des châtiments corporels, des prestations en nature — charroie, corvée — exclusives aux paysans ; le « mir » avait aussi le droit exorbitant de déporter administrativement en Sibérie quiconque lui déplaisait. Enfin, au lieu d'établir huit cents côtes de contributions foncières et autant de contraintes, le fonctionnaire ne dressait qu'une quittance, la responsabilité du « mir » étant collective, pour le versement des impôts ; ainsi, le laborieux, l'économe, le sobre payait pour le fainéant, le prodigue, l'ivrogne.

Certes, comparées à l'ancien mode de tenure et d'exploitation du sol, les réformes de l'acte du 19 février 1861, marquaient un réel progrès vers la libération des travailleurs des champs. Certainement, les hommes politiques pensaient avoir fait œuvre utile et longue ; ils étaient loin de se douter que, près de soixante années après, un décret gouvernemental proclamerait le partage intégral des terres russes.

Dans le chapitre suivant, on va étudier l'attitude du dernier souverain, à l'égard des paysans, et celle des gouvernements successifs, jusqu'à la révolution d'octobre 1917.

CHAPITRE II

Faiblesse de Nicolas II.

Avant d'exposer les fautes commises, toujours uniquement au point de vue agraire, par le dernier représentant de la monarchie russe, il peut être utile de connaître quelles étaient les classes sociales avant la Révolution.

Dans sa célèbre « Instruction de 1768 », Catherine II les définissait de la façon suivante.

« Les laboureurs vivent dans les hameaux et les villages ; ils cultivent la terre, dont le produit nourrit tous les états ; voilà leur sort ».

« Les villes sont habitées par les bourgeois, qui s'occupent de métiers, de commerce, des arts et des sciences ».

« La noblesse est un titre d'honneur qui distingue du commun des hommes ceux qui en sont décorés ».

Dès l'origine, la noblesse « dvorianstvo » fut exemptée d'impôt personnel, et à partir de Pierre III, du service militaire obligatoire; elle eut toujours le droit d'élire domicile à volonté, de recevoir des passeports à vie, des avancements exceptionnels dans les carrières administratives et militaires. Au Conseil de l'Empire, les représentants de la noblesse appartenaient presque uniquement au parti de l'extrême-droite. Lors de la crise politique de 1915, à l'époque de la chute de Soukhoumlinov et du Président du Conseil des ministres. Gorémykine, le Président du Conseil de la noblesse, Stroukov, engagea le gouvernement à ne faire aucune concession aux réclamations des libéraux. Mais quelques-uns pressentirent vite les résultats d'une telle politique; et, en 1916, le Conseil de la noblesse, sous la pression des événements qui allaient précipiter l'effondrement de l'autocratie, crut devoir, mais vraiment trop tard, prévenir le pouvoir suprême du péril qui allait l'emporter.

A notre avis, c'est à cette classe de la société qui, sans doute de bonne foi, a voulu maintenir rigoureusement les droits des propriétaires, qu'il faut attribuer la sourde colère des paysans, qui éclata à la Révolution.

Quant à la bourgeoisie « mechtchanstvo » elle comprenait les ecclésiastiques, les négociants, les marchands, les professions libérales, et en général tous ceux qui, n'appartenant à aucune autre classe sociale, devaient se faire inscrire dans une société,

dite bourgeoise. Elle adhéra tout de suite, à la révolution de mars 1917, qui fut en grande partie organisée par eux ; mais on sait qu'ils compromirent toute leur autorité en s'alliant aux socialistes révolutionnaires, et on n'a pas oublié la féroce ardeur avec laquelle les bourgeois furent persécutés par les Bolcheviks, dès leur arrivée au pouvoir.

Les paysans « krestianstvo » formaient une classe spéciale à part et composaient les sociétés villageoises, « selshoé obochestvo ». C'étaient les membres de ces sociétés qui procédaient au partage périodique des terres appartenant à la communauté; et, jusqu'en 1903, ils eurent la responsabilité collective du payement régulier des impôts au fisc.

Les sociétés villageoises avaient leurs organes spéciaux : les Comices des sociétés villageoises et les délégués des « volostes » ; les maires « starosta » ; les directions de volostes.

Ces comices de sociétés villageoises s'occupaient de la répartition des terres, du budget, des questions de famille et de l'élection des représentants. Nous avons déjà vu que les paysans avaient leurs tribunaux spéciaux, jugeant d'après les coutumes de chaque localité ; nous savons aussi que les institutions paysannes n'étaient pas libres, mais bien soumises au contrôle étroit de l'administration provinciale : l'arbitraire et l'attitude de leurs « contrôleurs » avaient créé entr'eux et les paysans un antagonisme violent et leur suppression fut plus d'une fois proposée aux différentes Doumas.

Enfin, pour mémoire et pour tracer un tableau complet, ce n'est qu'à partir de 1905 que les ouvriers « rabotchié » furent reconnus comme formant une classe ayant droit à la représentation à la Douma et dans les autres organisations publiques.

Maintenant que l'on sait quelles étaient les classes sociales sous l'ancien régime, nous allons pouvoir plus facilement examiner quelle a été l'attitude de Nicolas et de ses gouvernements à leur égard.

*
* *

Pendant le début de son règne, il semble que Nicolas II aurait pu se rendre compte de l'état de ses sujets et s'intéresser aux réclamations qu'ils formulaient ; on se souvient des lettres que lui écrivit Tolstoï pour se faire l'interprète de ses amis les paysans, qui souhaitaient une amélioration de leur sort, en demandant le partage des terres. Mais l'Empereur ne comprenait pas et ne voulait pas comprendre. Autour de lui, on voyait une foule de fonctionnaires qui ne songeaient qu'à leurs intérêts et se souciaient aussi peu que possible des besoins du peuple. Nicolas, pas plus que ses collaborateurs, n'avait de programme gouvernemental, ni de projet agraire ; les cercles dirigeants n'avaient qu'un seul but, celui de se maintenir au pouvoir et de sauvegarder l'ordre existant, déjà bien chancelant.

C'était seulement sous l'influence des désordres et des menaces révolutionnaires que le gouverne-

ment se décidait à céder sur quelques points. Ainsi, par la pression des troubles agraires qui s'étendirent à toute la Russie, en 1906, le gouvernement se vit forcé d'abord de diminuer de moitié les redevances des paysans pour la terre, et, en 1907, de les supprimer entièrement. Une question aussi importante que celle de la dotation des terres aux paysans, avant l'existence de la Douma, était exprimée par tout le monde compétent, et nous savons qu'elle ne cessait d'être exposée dans les ouvrages de Tolstoï ; elle ne faisait qu'arrêter à peine l'attention du gouvernement. Que fit-il ? Il institua une commission agraire, sous la présidence du ministre de l'intérieur, Sipiaguine ; c'était une commission de plus, mais... la réforme n'avançait pas. C'est alors que, Nuts, au ministère des Finances, créa une commission chargée d'étudier les besoins de l'industrie agricole : elle organisa, dans les provinces et les districts, des comités composés non seulement de fonctionnaires mais de membres de zemstvos et d'hommes publics. Mais ces comités, en étudiant la question agraire, furent amenés à conclure qu'elle ne pourrait être résolue sans une réforme radicale de toute l'administration gouvernementale ; il n'en aurait pas fallu davantage pour qu'aussitôt la commission et les comités fussent tenus pour suspects. Bientôt après, ils étaient dissous.

Le gouvernement de Russie tenait surtout en grande suspicion les organisations des zemstvos et les municipalités ; il cherchait par tous les moyens

à les transformer en organes dociles de la bureaucratie. C'est ainsi que Witte, avec Sipiaguine, élabora un projet où l'organisation des zemstvos était tout à fait transformée : « il importe peu, disait-il, que les délégués, dans les organisations qui gèrent les intérêts locaux, soient désignés électivement ou administrativement, et je pense que le second mode est préférable, parce qu'il évite toute confusion ». Ce projet n'avait d'autre but, que de donner au gouvernement le pouvoir de nommer chaque délégué. Cette étrange proposition ne devait pas être établie, car, le 2 avril 1902, l'étudiant Balmachov tuait Sipiaguine.

A Sipiaguine succéda Plehve, qui réussit à renverser le puissant Witte, et s'empressa de retirer du Conseil de l'Empire le projet de son prédécesseur. Plehve était convaincu de sa toute puissance et de la possibilité de tenir entre ses mains tout le pays. Il commença par détruire les zemstvos, non par un projet de loi, mais par des inspections, confiées aux fonctionnaires les plus soumis, qui devinrent la terreur des zemstvos et des municipalités.

Ainsi le gouvernement, guidé par de tels hommes, était complètement aveuglé, et il déclarait la guerre à toute la société russe, surtout aux organisations paysannes ; il n'avait aucun souci de la gravité des problèmes soulevés par les besoins de la Russie : le peuple devenait de plus en plus son ennemi. Aussi le gouvernement, sentant qu'il perdait de son autorité, étendit la suspicion sur tout le

pays, déclarant le peuple « criminel et digne de châtiments ».

Dès 1895, les gouverneurs et les préfets reçoivent le droit d'exiler, de leur propre autorité, non seulement les citoyens « suspects au point de vue politique », mais tous ceux dont « la conduite leur semblait mauvaise ». Toute la Russie, peu à peu, était déclarée en état de siège ; aussi, les attentats devenaient un phénomène courant dans tout le pays ; les propriétés étaient pillées, les animaux domestiques brûlés, et quelques propriétaires tués dans leurs domaines.

Vint la guerre russo-japonaise, et les défaites du « Colosse du Nord ». Nicolas fut insensible aux échecs de ses armées. Mais le peuple s'en montra bouleversé; et, à l'apathie primitive, succéda une excitation qui devait devenir inquiétante; dans la presse, dans les réunions, partout, éclatait une voix unanime, réclamant une fin à cette honte.

A partir d'août 1904 s'accumulaient des événements qui faisaient pressentir de graves complications intérieures. Le « prolétariat » s'organisait, les paysans se groupaient en associations. Le quinze juillet 1904, à Saint-Pétersboug, près de la gare de Varsovie, Plehve était tué par une bombe : ce fut un coup terrible pour l'autocratie.

Nicolas II sentit alors qu'il fallait faire quelques concessions au peuple ; il nomma comme successeur à Plehve, le prince Sviatopolk-Mirsky. Il semble qu'il voulait en effet atténuer les mauvais résultats

de la politique de son prédécesseur. Dans sa proclamation, il promettait de se « guider par des rapports confiants entre les institutions sociales et la population ». En effet, pendant quelque temps, les répressions cessèrent. A l'occasion d'un heureux événement, la naissance d'un héritier, depuis si longtemps désiré, l'empereur proclama une large amnistie. Mais cette « époque de confiance », ce « printemps de la vie russe », dura peu, si bien que Sviatopolk-Mirsky, était remplacé par Bovliguine ; et un nouveau régime de terreur et de répression dans les campagnes commença.

La défaite, prés l'île de Tsousima, fut le dernier coup que pouvait endurer la patience du peuple.

Chipov, membre très connu du Zemstvo de Moscou résolut, avec le parti le plus modéré, de réunir l'assemblée générale des délégués des villes et des zemstvos. Cette réunion eut lieu, à Moscou, les 24, 25 et 26 mai 1905. Les membres rédigèrent une adresse à l'empereur, dans laquelle sous une forme respectueuse, mais très ferme, elle insista pour la convocation aussi prompte que possible des représentants du peuple : « Sire, tant qu'il n'est pas trop tard pour le salut de la Russie, pour le rétablissement de l'ordre et la paix intérieure, ordonnez de convoquer sans délai les représentants du peuple, élus par tous vos sujets, sans aucune distinction. Qu'ils établissent avec vous un nouvel ordre d'Etat... Sire, dans vos mains est votre puissance, votre trône que vous avez reçu de vos aïeux... Ne tardez

pas, Sire. A cette heure d'épreuves terribles pour le peuple, quelle est votre responsabilité devant Dieu et devant la Russie !!! »

Cette réunion des zemstvos nomma une députation de quatorze membres, tous gentilhommes et la plupart titrés, pour aller remettre à l'empereur cette adresse. Mais elle comptait sans les extrêmes difficultés qu'éprouvaient les sujets russes à s'adresser à leur souverain, surtout sans l'hostilité marquée des courtisans de l'entourage de Nicolas II, qui sentaient combien cette institution qu'on réclamait ruinerait leur prestige et anéantirait leurs ambitions. Le baron Frédériks, — le même homme qui devait se trouver auprès de l'empereur le jour de son abdication, — insistait pour qu'on lui communiquât le texte du discours que devait adresser à Nicolas, le président de la délégation, le prince Troubetzkoï : les délégués refusèrent avec énergie et s'en allèrent.

L'opinion s'émut alors à tel point de l'exigence de la cour que, le 6 juin 1905, l'empereur consentit à recevoir les délégués chargés de lui remettre cette adresse. Il reçut très aimablement la délégation, et le prince Troubetzkoï prononça un discours, dans lequel il exposait les malheurs du peuple russe, en même temps que les réformes nécessaires tant à la question politique qu'à la question agraire. L'empereur répondit avec son air ordinaire de franchise naïve, par des paroles qui devaient remplir d'aise les membres de la délégation : « Rejetez vos doutes ;

la volonté de l'empereur de réunir les hommes élus du peuple est inébranlable. Leur élection se passera régulièrement. Moi-même, je me hâte de veiller à cette œuvre. Vous pouvez le dire à tous ceux de votre entourage, des campagnes et des villes ; je crois fermement que la Russie sortira rénovée des épreuves qui l'ont atteinte ».

Mais ces belles paroles de Nicolas II seraient sans doute restées sans effet, s'il n'y avait pas eu la fin désastreuse de la guerre russo-japonaise. A ce moment-là se place dans l'histoire de la Russie la grève la plus formidable que le monde ait jamais vue ; c'était affirmer, par un geste d'une telle ampleur, que la volonté du peuple russe était bien inflexible. Le mouvement révolutionnaire était tellement avancé que l'empereur et sa famille songeaient à prendre la fuite à l'étranger, et qu'une escadre allemande était sous pression, dans le golfe de Finlande, attendant les souverains fugitifs. Ils ne partirent pas ; mais, à son retour de Portsmouth, le comte Witte força Nicolas à signer le manifeste du 17 octobre 1905 qui octroyait la Constitution et convoquait la première Douma.

On raconte qu'après la signature du manifeste, il y eut au Palais d'Hiver des scènes terribles : les grands-ducs, perdant toute notion de respect, prêts à se jeter sur l'empereur, le menacèrent du poing ; les femmes avaient des crises de nerfs. Cela réussit si bien que Nicolas, avec cette faiblesse de caractère qui devait le perdre, se laissa impressionner. Le

lendemain même du jour où il avait signé ce manifeste, il ordonnait de préparer un mouvement contre-révolutionnaire, qui devait soit-disant traduire les sentiments du peuple. C'est donc par sa volonté que la semaine qui suivit la signature du manifeste du 17 octobre restera une des plus tragiques de l'histoire russe : les pogroms, les expéditions répressives inondèrent la nation; les régiments au service de Nicolas parcoururent le pays, tuant, pillant, incendiant tout. Et on raconte que Nicolas, auquel on narrait les méfaits accomplis par cette contre-révolution, disait, en souriant : « ça me chatouille ! »

Au printemps de l'année 1906, entrait en scène le Parlement constitué par la Douma et le Conseil de l'Empire, transformé en Chambre Haute. C'est alors que surgit, d'une manière vraiment menaçante, la question agraire. Ainsi qu'il arrive souvent des questions sociales, elle dut son apparition avant tout à des causes politiques. Si, au contraire des autres pays, les partis avancés furent obligés d'établir leur tremplin, non sur des questions ouvrières et industrielles, mais bien sur la question agraire, c'est que le tsarisme lui-même les y avait invités. En effet, les conseillers maladroits de l'empereur lui avaient suggéré d'assurer la prédominance aux députés paysans; on devine quelles étaient leurs intentions : ils pensaient qu'en agissant ainsi, une fois nommés, ces députés paysans s'inclineraient devant le trône, sans essayer de faire discuter le programme qu'ils

avaient soutenu pendant leurs candidatures. Aussi bien furent-ils élus 200 sur 500 sièges qui composaient la Douma. C'est ainsi que la question agraire, dès la première réunion, apparut troublante, indispensable, prédominante à toute autre discussion.

Voilà pourquoi, quelque temps à peine, après sa constitution, l'empereur dissolvait la Douma, et ordonnait un nouveau régime de terreur qui, dans sa pensée devait amener les paysans à de sages réflexions et les inciter à abandonner la lutte. On sait qu'il n'en fut rien; et, dans toute la Russie, les opinions que les députés avaient émises à la Douma se répétaient sans cesse, s'enflaient et recommençaient à être l'objet de la crainte du gouvernement.

Ainsi, devant les protestations toujours grandissantes, nous allons arriver à un nouveau changement dans les conditions de tenure du sol de la classe paysanne, les mêmes qu'a trouvée devant elle la Révolution de 1917.

Le 9/22 novembre 1906, pendant l'intervalle entre la dissolution de la première Douma et les élections à la seconde, paraissait un oukase-loi, édicté en vertu de l'art. 87 de la Constitution. Il apportait à toute la structure de la vie paysanne instaurée en 1861 des modifications excessivement profondes.

*
* *

L'économie générale de cette oukase-loi peut se résumer ainsi. Dans toutes les communes où il n'y

avait pas eu de répartition nouvelle de tout le sol depuis deux ans, tout chef de famille était reconnu propriétaire du terrain qu'il possédait au jour de la promulgation de la loi; il avait aussi le droit de l'aliéner; et la communauté des biens était également dissoute. Dans les communautés où des répartitions nouvelles avaient été accomplies depuis un temps plus rapproché — c'était un peu moins de moitié du nombre total des « mirs » — la propriété communautaire subsistait provisoire, mais tout chef de famille obtenait le droit individuel de sortir de la communauté et de se faire attribuer la propriété quiritaire de son lot. Enfin, chaque paysan, une fois devenu propriétaire obtenait le droit de réclamer de la commune qu'en échange de nombreuses parcelles qu'il cultivait jusque-là, il lui soit attribué et délimité dans les mêmes conditions de valeur, sinon d'étendue, un lot compact.

Evidemement cet oukase-loi avait le mérite de mettre fin progressivement à deux vices du régime précédent, à savoir : l'instabilité de la possession et le morcellement exagéré ; elle répondait si bien aux désirs de la population agraire, que, dès avant qu'elle eût été confirmée par les Chambres, plus de deux millions de chefs de famille avaient déclaré vouloir en profiter. Cette réforme paraissait donc répondre dans son ensemble au vœu de tout ce que la classe paysanne comptait de plus sain; et jusqu'à la guerre, ce passage volontaire de l'ancienne forme de tenure du sol à la nouvelle n'a cessé de se développer.

Nous n'aurions pas complétement exposé la thèse que nous nous proposions de soutenir dans ce chapitre, à savoir que les façons d'agir du tsarisme ont été pour beauconp la cause de la révolution de 1917, si nous ne traitions pas rapidement des influences qui se faisaient sentir à la cour russe, et au service de qui elles travaillaient.

*
* *

On sait maintenant dans quelles circonstances fut convoquée la première Douma, et avec quel serrement de cœur le tsar avait signé le manifeste. C'est que déjà à cette époque, l'empereur et toute la Cour étaient sous la domination des « forces occultes », qui gouvernaient presqu'ouvertement la Russie, et parmi lesquelles la plus terrible et la plus dissolvante était le trop fameux Raspoutine. La vie et l'activité de ce thaumaturge sont si étroitement liées à toute l'histoire des douze dernières années du règne de Nicolas II, que raconter sa vie, c'est en même temps, faire l'historique de la fin du régime autocratique en Russie.

En effet, au fur et à mesure que grandissait l'influence de Raspoutine, tous les hommes honnêtes, sincèrement désireux du bien de la Russie, s'éloignaient de la Cour. Il a été prouvé que la bande de Raspoutine, des aventuriers de la pire espèce, ceux qu'on appelait dans la société russe et même dans les journaux « les forces occultes », dirigeaient en

fait la Russie au lieu de Nicolas II. Il y avait des ministres, la Douma, le Conseil de l'Empire, le Sénat, le Saint-Synode, mais tout était inspiré, dirigé, exécuté par les ordres de Raspoutine.

L'existence d'un pouvoir occulte dominant le pouvoir officiel est, du reste, un fait qu'on retrouve dans toutes les périodes de l'histoire de la Russie. Dans les premières années du règne d'Alexandre III, il s'était formé à la cour une société secrète, la « Phalange sacrée », qui comptait plusieurs grands-ducs et hauts dignitaires de l'Empire et exerçait une véritable dictature. Le mystère de cette organisation était si bien gardé que, pendant plusieurs années, on nia même son existence, dont cependant beaucoup parlaient. Ce n'est que récemment, par les révélations d'un ancien membre de la « Phalange sacrée », le général Smeloki, qu'on connut les détails de l'organisation de cette société secrète et le mal qu'elle fit à la Russie. Mais le groupe des « forces occultes », dont Raspoutine était l'âme, qui se réunissait autour de l'impératrice Alexandra Feodorowna, a causé à la Russie et à toute l'Europe, un mal encore plus grand.

Nicolas II n'avait pu se faire à son sort de monarque auquel le peuple avait réussi à ôter le pouvoir autocratique. Il gardait une haine profonde pour tout ce qui se rapportait au 17 octobre, qu'on appelait, dans les conversations de la Cour, « la journée de faiblesse », ou bien « la journée de la trahison à la promesse de maintenir l'autocratie ».

Voici ce qu'écrivait au sujet de Nicolas II, M. Obninsky, qui le connaissait intimement :

« Nicolas II était attaché aux « Cents-Noirs » et à la contre-révolution, non parce qu'il avait la compréhension particulière de l'autocratie, du bonheur de la Russie, parce qu'il croyait en la signification profonde du principe monarchique, ou tout simplement parce qu'il voulait par un coup d'Etat tenir son serment sur le maintien de l'ancien ordre. Non, mais il avait la haine de tout ce qui était culture, civilisation, progrès, de tout ce qui obligeait à penser, à travailler, à se perfectionner... Cette haine, il la transportait aux hommes qui pensaient autrement que lui, et il les traitait, tous en bloc, de révolutionnaires. Un jour qu'il regardait par le hublot de son yacht les vagues du golfe de Finlande, il dit à un haut dignitaire de l'Etat : « Voilà qui serait bien : prendre tous les révolutionnaires et les noyer tous dans ce Golfe » (1).

Ainsi, à partir de l'ouverture de la première Douma jusqu'à la chute de la monarchie, tout le règne de Nicolas n'a été qu'une lutte, d'abord sournoise, ensuite ouverte, entre la Cour et ses suppôts d'un côté et le peuple de l'autre. A la Douma officiellement on élaborait des lois, les ministres daignaient même répondre aux interpellateurs, et parfois promettre de faire droit aux injustices trop criantes. Mais les « forces occultes » et Raspoutine veillaient et paralysaient la bonne volonté qui faisait mine de se manifester.

(1) J.-W Bienstock, *Raspoutine*, p. 119.

On sentait bien que l'empereur ne rêvait que d'étouffer les velléités de libéralisme, et parfois, tout de même, il faisait montre de soi-disant libéralisme. Ainsi, à la mort de Tolstoï, sur le rapport que lui adressa le ministre de l'Instruction Publique, Nicolas II écrivit une résolution très pompeuse invoquant l'indulgence divine pour le défunt, qui était excommunié. Mais il réfléchit et se demanda si le Saint-Synode avait agi régulièrement en interdisant la célébration de tout service religieux à la mémoire du grand philosophe de Yasnaïa-Poliana. A son sujet, à qui allait-il chercher des conseils ? Au cynique ignorant Raspoutine ; celui-ci de lui répondre, toujours flagorneur : « Je suis du même avis que Papa! » (1). C'est ainsi que se laissait appeler l'autocrate empereur de toutes les Russies !

On en aura terminé avec ce chapitre en disant qu'il a été démontré depuis la révolution de mars 1917 que l'influence allemande se faisait toujours sentir à la Cour. Il n'y a qu'à se souvenir que l'impératrice n'avait jamais voulu oublier qu'elle était née princesse de Hesse pour admettre qu'elle et son entourage, peuvent être très nettement accusés d'avoir trahis la Russie. On se gardera, à ce point de vue de porter la même accusation contre Nicolas II. Il a toujours fait honneur à ses engagements militaires et ne pensa jamais abandonner ses alliés pendant la guerre ; mais il ne faut pas oublier

(1) J.-W. Bienstock, *Raspoutine*, p. 200.

aussi que, pour lui le triomphe de ses armées allait avec la consolidation de son trône et le maintien de la dynastie.

* * *

Si l'on s'est longuement étendu sur la faiblesse de Nicolas et l'attitude de ses divers gouvernements à l'égard des classes paysannes, c'est qu'il a paru à l'auteur que cette mauvaise façon de gouverner avait singulièrement influencé sur la mentalité du peuple. Il faut, en effet, reconnaître que c'est bien l'intransigeance avec laquelle, au début de son règne, Nicolas II ne voulait accorder le moindre avantage aux cultivateurs, qui a été la cause de cette colère haineuse qui grondait dans toutes les campagnes. Devant leurs menaces, en 1906, l'empereur transformait sensiblement le régime agricole, mais il laissait encore au cœur de son peuple paysan le désir d'arriver jusqu'à la complète réalisation de ses revendications. Aussi bien les paysans commençaient-ils à penser qu'avec le régime sous lequel ils vivaient, ils ne parviendraient pas à voir réaliser leur rêve. S'imaginant faire œuvre utile pour assurer la puissance de sa couronne, Nicolas II travaillait au contraire au succès de la cause de ses adversaires, en exerçant sur ses sujets paysans, toute la rigueur de sa volonté. Outrés du régime d'illégalité qu'ils pensaient être le leur, les travailleurs des champs devaient se laisser plus facilement séduire par les

promesses mensongères des partis, qui leur faisaient miroiter, en même temps que la liberté absolue, la propriété exclusive de la terre qu'ils travaillaient.

Le régime monarchique ayant agi, au sujet de la question agraire, avec autant de faiblesse que de maladresse, celui qui devait lui succéder apparaissait aux imaginations faibles et lasses des paysans, comme l'ère heureuse de l'avenir.

Aussi la tâche de ce grand charmeur de Lénine était-elle singulièrement facilitée, quand, après les erreurs de la dernière monarchie et les quelques mois de la révolution de mars 1917, pendant lesquels on n'avait point envisagé les solutions à la question agraire, il signa son fameux décret sur la socialisation des terres, qui paraissait bien être le couronnement de toute l'œuvre entreprise pour libérer complètement le paysan et lui donner pleine propriété du sol sur lequel il vivait.

CHAPITRE III

Les programmes agraires et la Révolution.

Depuis la convocation de la première Douma jusqu'au Coup d'Etat de mars 1917, il n'avait été débattu qu'une seule et même question en Russie, celle ayant trait aux conditions agraires. Il est donc bien compréhensible que ce sujet ait fait naître des heurts d'idées, suivant les différentes conceptions que l'on se faisait de sa solution. De là, cette multitude de partis, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, qui avaient tous, dans leur sein, de véritables compétences. On se propose d'examiner rapidement quels ont été les programmes de ces nombreux partis.

Avant la Révolution, depuis plus d'une dizaine d'années, les partis étaient relativement peu nombreux : il y avait les monarchistes, les progressistes et les groupements de gauche.

Les monarchistes s'étaient groupés en un organe exécutant le Conseil des Congrès monarchistes, puis en groupement politique « Sotnia noire ». Il avait pour principaux représentants : Levachov, Mechkowky, Zamuslovsky. Son action remonte d'ailleurs aux années 1903-1904, pendant lesquelles ses membres luttèrent énergiquement contre toute manifestation révolutionnaire.

La droite indépendante, avec le Prince Galitzine, Ratkévitch, faisait partie du groupe progressiste ; elle prétendait qu'une fidélité inébranlable aux principes monarchiques ne s'opposait pas à une juste critique des actes du gouvernement ; mais elle préconisait surtout la dépendance administrative étroite de la classe paysanne.

Le bloc progressiste comprenait aussi les Constitutionnalistes-démocrates - (K,D., cadets, dénomination qui provient de ce que le mot « constitution » commence en russe par un k). C'était le parti le plus important avant la révolution ; il prenait déjà le nom de « La liberté du peuple ». Ses principaux représentants étaient : Maklakov, Milioukov, Nekrassov et Chingarev ; ils représentaient la petite et moyenne bourgeoisie, des fonctionnaires libéraux et des petits propriétaires fonciers ; ce furent les premiers partisans de la réforme agraire.

Parmi les organisations sociales, citons maintenant, à gauche, l'« Union des Zemstvos de toute la Russie », sous la présidence du prince Lvov, ayant pour organe les « Sovestia Zemsbago Soyouza ».

Cette association de conseils généraux s'est employée pendant la guerre à secourir les populations des provinces affligées, et à venir en aide aux paysans émigrés et aux habitants des villages ruinés.

Avec les Travaillistes, on arrive aux hommes qui, dès avant la révolution, réclamaient les réformes que devaient faire en les exagérant les révolutionnaires d'octobre 1917. Kérensky, Yanouchkévitch, Soukhanov, demandaient la réalisation des aspirations démocratiques et égalitaires de la classe paysanne, ainsi que l'expropriation des terres des propriétaires fonciers.

Enfin le dernier parti qui était constitué avant la révolution était celui des social-démocrat ; ses principaux représentants étaient Skobelev, Tcheidze, Bourranov. Il paraît superflu de dire que ce parti politique fut combattu par le gouvernement tsariste qui refusa de le légaliser. L'origine du parti remonte à 1884, date à laquelle l'industrie russe commença à prendre de l'extension. Le célèbre socialiste russe Plékhanov, adepte des théories marxistes, fonda en 1884, à Genève, une association pour la libération de la classe ouvrière et paysanne ; c'est là que se forma le groupe des premiers propagandistes des idées socialistes en Russie. Ils créèrent dans les villes les plus importantes des associations secrètes, qui centralisèrent l'activité des délégués régionaux du comité central de Genève et qui développèrent une propagande révolutionnaire. Le mécontentement général fit que cette propagande bénéficia du meilleur

accueil, non seulement dans les milieux intellectuels, mais aussi dans la bourgeoisie libérale qui se trouva toute disposée à sacrifier momentanément ses intérêts de classe pour le triomphe de ses revendications politiques.

*
* *

A la Révolution, trois courants ont manifesté l'activité des partis russes ; en allant de droite à gauche : le groupe constitutionnel démocratique (cadets), le socialisme, le marxisme-maximaliste. Avant la révolution, le bloc d'action était progressiste ; depuis la révolution, l'action est passée au bloc socialiste.

Mais il y avait tout de même des contre-révolutionnaires, qui formaient un parti étatiste, capitaliste, monarchiste absolue ; depuis 1916, il avait pris le nom de « Sainte Russie ». Pour eux, seule la monarchie absolue remettra la Russie sur le chemin de la gloire et lui rendra sa grandeur ; mais cette restauration exige une union intime entre le Tzar et le peuple, une solution favorable à la question agraire. Ce problème ne doit trouver, selon eux, une solution que, dans une organisation intensive de l'agriculture, dans le perfectionnement des industries agricoles et des entreprises rurales privées. Les terres cultivées en communauté ne donnent pas de rendement excessif ; elles ne peuvent contribuer efficacement au ravitaillement des villes, ni à des exportations lucratives pour l'Etat. Ils préconisent la suppression

de la distribution gratuite des terres, qui n'est bonne qu'à ruiner le pays, détruire le crédit et démoraliser les paysans. A leur avis, le droit de propriété est un droit sacré et l'aliénation des terres ne supprimerait pas le paupérisme agricole, car le paysan, quelles que soient ses charges de famille, ne pourrait recevoir que dix hectares au maximum.

« L'Union des propriétaires fonciers » s'est formée en avril 1916 pour protéger la propriété foncière contre les tentations anarchistes. Le premier congrès panrusse de l'Union a eu lieu au mois de juillet suivant ; ses fondateurs étaient : N. Lvov, Gourko, le prince Kropotkine, le comte Ouvarov ; l'Union comprenait plus de dix mille membres. Voici exposées les opinions de la majorité de la solution qu'elle proposait à la question agraire.

La prospérité de la Russie dépend de ses industries agricoles ; le développement des forces productives de l'agriculture dépend de la conservation de la propriété privée. Tous les propriétaires fonciers doivent donc s'unir pour défendre ces principes au moment de l'élaboration et des réalisations des réformes agraires, ainsi que pour protéger l'agriculture contre les manœuvres destructives de l'anarchie. Les moyens préconisés par le parti sont alors : l'organisation de la protection de la propriété privée, le maintien de la petite propriété, la remise aux paysans insuffisamment dotés de terres appartenant à l'Etat ou de terres privées et de propriétés individuelles, mais contre paiement, à juste prix.

On rencontre encore un autre parti, celui des Républicains libéraux, avec Rodzianko, Goutchkov, qui réclame le maintien de la propriété privée. Avec eux, les paysans mal partagés se verraient attribuer des terres prélevées sur les propriétés de la Couronne, des apanages et des monastères. Mais ils ne veulent aliéner la propriété privée au profit des paysans que par voie d'achat; le prix en serait fixé par la loi suivant le revenu de la terre; la loi établirait également la superficie maxima que chacun pourrait posséder,

En allant un peu plus à gauche, ce sont les Républicains démocrates, composés d'éléments progressistes modérés de la bourgeoisie, avec I. Dmitrioukov, E. Grimm, A. Poutilov, S. Sokolowsky. Leur programme comprend : la nationalisation des terres des apanages, du cabinet de l'Empire et des monastères, la création d'un fonds spécial pour les achats de terres destinées à augmenter la propriété des ouvriers agricoles. L'aliénation des propriétés privées doit être faite moyennant rachat, proportionnellement à la valeur du fonds, mais suivant une échelle dégressive allant jusqu'à la gratuité.

Nous voici enfin arrivés au parti Cadet, celui-là même qui fit la révolution de mars 1917. Son projet agraire s'inspirait de la réforme anglaise en Irlande. Partant de cette constatation que nombre de propriétés privées ont des dimensions exagérées et bien des « lots » paysans une étendue trop exiguë, il projetait de compenser ces deux défauts l'un par

l'autre. On réduirait les premières à un maximum de cinq cents déciatines (cinq cent trente-deux hectares) pour faire de l'excédent un fonds national, qui permettrait d'y dégorger les communes par trop pauvres en terres. Ce projet laissait naturellement intact le « mir » et sa propriété communautaire; et, s'il comportait la transplantation des familles trop parcimonieusement loties et la répartition de leurs lots entre les restants, il augmentait l'étendue possédée par de très nombreux moujiks sans diminuer celle d'aucun. Les propriétaires devaient, en principe, être indemnisés; mais une phrase célèbre du député cadet Herzensiein, le spécialiste du parti, bientôt assassiné par la « bande noire », faisait pressentir la vraie nature de cette indemnité : « Tant que l'Etat dispose de planches à graver, la question d'indemnité n'offre pas de difficultés! ».

L'état de fait sur lequel reposait ce projet était indéniable; mais au point de vue des intérêts généraux de l'Etat et de la richesse nationale, il était peut-être plus nuisible que la pénurie des terres paysannes dans certaines régions, à laquelle il eût été possible de remédier sans porter atteinte au principe de la propriété privée. Pour ne parler que de quelques grands propriétaires en vue, M. P... possédait, « entr'autres », sur les confins des provinces de Viatka et Arkangel, huit cent mille hectares de forêts. Les graves inconvénients, pour la nation d'une pareille distribution de la propriété foncière sautent aux yeux. L'Angleterre en souffre aussi,

s'efforce d'y remédier et y réussira, parce que, patiemment et progressivement, elle s'applique à défaire le nœud, au lieu de le trancher à la russe.

La critique de ce projet du parti cadet est très apparente, parce que le maximum uniforme de cinq cents déciatines proposé pour tout l'empire russe est presque puéril : cinq cent trente-deux hectares de terre noire dans les provinces déjà déboisées de Podolie peuvent facilement valoir quatre cent quatre-vingt hectares de champs labourés, et produire dans une bonne année moyenne, six mille quintaux de céréales; au contraire une propriété de la même étendue du nord de Moscou — Pakow-Novgorod, Pétrograd — ne mériterait pas qu'un homme instruit et actif lui consacrât son travail.

Dans les partis socialistes modérés, le groupe le plus important était l'«Union des paysans de Russie», ayant pour devise *Zemlia-i-Volia* (Terre et Liberté). Elle fut fondée au mois de mai 1905, après décision du Congrès des paysans de Moscou. C'était une organisation des grandes masses paysannes, qui se proposait d'abolir les privilèges de classe, d'organiser la démocratisation de l'Etat et de la société, d'abolir la propriété privée et de la remplacer par un fonds national public destiné à pourvoir les paysans non lotis ou à améliorer la part des paysans insuffisamment pourvus. Les répartitions seraient faites proportionnellement aux besoins de la consommation et aux facultés de travail des intéressés;

l'administration locale était chargée de procéder aux partages, au contrôle de l'exploitation et à la répartition de la main-d'œuvre, de concert avec les comités agraires démocratiques.

Encore un nouveau parti socialiste-populiste, avec V. Anissimow, N. Organovsky, A. Pechekhonov. Sous son régime, toutes les terres seraient socialisées et le rachat en serait fait aux frais de l'Etat qui disposerait du sous-sol, des forêts et de la surface. Les terres déjà réparties demeureraient à la disposition des bénéficiaires dans la mesure de leur capacité de travail; les autres seraient distribuées proportionnellement aux besoins de la consommation.

Voici enfin les socialistes révolutionnaires qui ont de nombreux points de contact avec les maximalistes et les marxistes. De 1901 à 1907, leur tactique a évolué vers une organisation systématique des masses ouvrières et travailleuses, en renonçant aux méthodes terroristes appliquées pendant les élections des première, troisième et quatrième Douma. Après la Révolution de février 1917, le parti a multiplié ses succès dans toutes les élections; presque tous les paysans ont été séduits par la devise « terre et liberté » sous laquelle ils se sont enrôlés.

C'est avec ce parti seulement que nous retrouvons, dans un programme politique, des opinions sur la question agraire exprimées presque dans le même sens que dans les ouvrages de Tolstoï : « la terre n'est à personne, et il n'y a que celui qui la cultive qui a le droit d'en jouir ». Toutes les propriétés

sont socialisées et retirées du commerce ; les communes organisées ont tout pouvoir pour répartir les terres suivant les principes de l'égalité la plus absolue. La main d'œuvre salariée est supprimée, les impôts sont perçus sur la terre, au profit de l'Etat, mais en dehors des revenus de travail. L'Etat garde la propriété du sous-sol ; les administrations locales administrent les Eaux et les Forêts.

*
* *

A l'énumération des partis, nous arrivons ainsi, en dernier lieu, à l'union des socialistes révolutionnaires maximalistes, avec son chef Lénine.

Nous venons de voir que déjà un parti socialiste avancé s'intitulait révolutionnaire ; il reflétait en effet déjà les opinions agraires contenues dans les ouvrages de Tolstoï : à ce titre, et surtout en face des modes de tenure du sol, employées jusqu'à la révolution, c'était bien un parti révolutionnaire.

Mais il existait un autre groupe d'extrême gauche, dont seul le programme devait voir la réalisation ; c'est le groupe marxiste, appelé bolcheviste, en Russie.

Le premier socialiste marxiste russe a été Plekhanov, auteur des deux ouvrages suivants qu'il fit publier à l'étranger : *Le Socialisme et la Politique*, *Nos Dissentiments*. Il avait fondé, en 1893, à Genève, avec la collaboration de Vera Sassoulitch et L. Deutsch, le groupe : « L'Emancipation du Travail ».

Mais ce n'est qu'en 1898, que le groupe social ouvrier démocrate de Russie se constitue au Congrès de Minsk. En 1903, au deuxième Congrès, le parti arrête le programme, et une première scission se produit entre Bolchevicks et Menchevicks, c'est-à-dire entre les partisans du maximum (maximalistes) des revendications sociales et les partisans d'un minimum (minimalistes) de ces revendications. En 1905, les fractions du parti fusionnent au congrès de Stockholm ; et, en 1907, une autre scission se reproduit ; enfin, en 1911, une nouvelle organisation de deux fractions nettement indépendantes est faite.

Tout le monde sait que c'est le parti du maximum des revendications qui a triomphé.

*
* *

S'il nous a paru nécessaire de décrire l'histoire des dernières années du règne de Nicolas II, en même temps que d'exposer les programmes agraires des différents partis qui s'organisèrent sous son gouvernement,c'est qu'il nous a semblé utile de le faire pour la clarté de la thèse que nous soutenons. En effet, il est maintenant certain que les théories émises par Tolstoï étaient bien contenues dans les ouvrages d'autres auteurs socialistes ; mais il est vraiment le seul qui se soit intéressé uniquement au sort des paysans, ses compatriotes ; seul, Tolstoï mit au service de la cause des travailleurs des champs son

talent et sa plume. On ne voudrait pour preuve de son influence dans l'évolution des esprits, au point de vue agraire, que l'acharnement avec lequel il fut toujours combattu. Certes, bien des idées qu'il a manifestées étaient d'une réelle utopie ; d'autres revêtaient un caractère simple, enfantin et irréalisable comme le projet d'Henry George. Il n'en reste pas moins que le principe du droit du paysan russe à la terre, qui revenait sans cesse dans toutes ses publications, comme un leit-motiv, s'était insensiblement ancré dans l'esprit des gens justes et honnêtes. Le malheur de la Russie a voulu, et c'était bien loin du rêve de Tolstoï ! que ce principe soit appliqué par des hommes injustes et malhonnêtes, qui se servirent de ce fameux partage des terres, que les paysans attendaient avec tant d'impatience, pour le triomphe de leurs programmes révolutionnaires, et l'établissement sur des bases qui paraissent solides de leur autocratique République des Soviets.

C'est ce que la troisième partie de cet ouvrage se propose de démontrer.

TROISIÈME PARTIE

LÉNINE

Wladimir Ilitch Oulianof (dit Lénine) naquit, en 1870, d'une famille de propriétaires du gouvernement de Simbirsk, au nord de la Volga moyenne ; son père fut directeur de gymnase, puis conseiller d'Etat. C'est à Kazan qu'il fit ses études de droit. Son frère aîné, qui avait laissé parmi les socialistes russes la réputation d'un « saint », avait pris part à à un attentat contre Alexandre III et avait été pendu en 1887. Oulianof jeune fit, lui aussi, de l'agitation; il paraît même avoir contribué, tout d'abord, à des attentats terroristes, puisqu'il aurait été condamné à mort, à l'âge de 18 ans (d'après la *Berner Tagenacht* du 31 juillet 1918).

Arrêté en 1895, il fut envoyé en Sibérie, d'où il

ne tarda pas à s'évader l'année même, pour aller se réfugier en Suisse. C'est là qu'il publia un journal russe, le *Social-Democrate*, jusqu'à la révolution de 1905; son imprimerie était installée dans une maison de paysans fort délabrée, située sur la frontière franco-suisse, et qui servait à cacher des anarchistes russes traqués. Il publia sous le pseudonyme de « Djin » un volume sur le *Développement du capitalisme en Suisse*; et il passait, en 1905, pour l'un des théoriciens les plus compétents de la question agraire.

Membre du parti social-democrate, il avait indiqué, par la part qu'il avait prise, en 1907, à la scission et à la formation du parti bolchevick, un retour aux tendances de sa jeunesse. Il rentra à Saint-Pétersbourg, pendant la première révolution, fut partisan d'un boycottage des élections à la Douma, « parce que le suffrage universel n'était pas complétement universel »; ce qui ne l'empêcha pas de se présenter. Il ne fut pas élu et les progrès de la réaction l'obligèrent à se retirer. Depuis lors, il a habité à Genève, puis à Zurich; d'où il partit le 9 avril 1917, pour traverser l'Allemagne, avec son ami Zinoviev et une trentaine d'autres réfugiés russes, et arriver le 16 avril à Pétrograd.

En retrouvant la grande ville, quelque conviction qu'il ait de sa mission, Lénine ne prévoyait certainement pas un si bel avenir pour la réalisation des théories qu'il n'avait cessé d'exposer, et pour lesquelles il avait toujours combattu.

Il avait suivi de très près le développement de la crise de 1905 ; il avait discerné combien les masses russes, si paisibles en apparence, cachaient d'éléments incendiaires. Aussi comprit-il que, si certaines éventualités se produisaient, il suffirait de la moindre étincelle pour mettre le feu à toute la campagne russe et faire sauter l'édifice politique et social du pays. Non seulement il ne se trompait pas dans son diagnostic, mais, avec une tenacité et une logique qui lui sont propres, il sut régler toute son activité sur ses observations de 1905-1906.

Certes, la grande révolution agraire de l'avenir qui se dessinait à ses yeux, ressemblait très peu à la révolution sociale, telle qu'elle apparaissait dans la doctrine de Marx. Mais Lénine n'était pas homme à s'embarrasser d'objections doctrinales ; et, tout en cherchant à défendre son programme en se servant de la logique marxiste, il régla sans scrupules sa ligne politique sur la possibilité de provoquer une révolte des masses paysannes.

M. Grumbach, dans son « *Erreur de Zimmerwald-Kienthal* », écrit à propos de Lénine :

« Je fais l'éloge de Lénine, vous écriez-vous ! Comment pouvez-vous croire que je m'enhardirai jusqu'à faire l'éloge de Lénine ? De Lénine, le despote de tous les bolchevicks russes ! On ne fait pas l'éloge de Lénine, pas plus qu'on ne le blâme ! Avec Lénine, on se contente de « constater », comme un citoyen bien pensant constate les actes

des empereurs, comme un savant constate les événements de la nature. »

Tel était l'effet que produisait cet homme, alors qu'on ne l'avait pas encore réellement vu à l'œuvre, tandis qu'il était heureusement « exempt de tout pouvoir exécutif ». Sans être aussi indulgent que M. Grumbach, on doit reconnaître que Lénine est un fanatique dévoué à une idée généreuse, mais comprise d'une manière étroite ; pour lui, cette idée généreuse est un absolu, se suffit à elle-même, est exclusive de toute autre pensée. C'est ainsi que son objection contre la guerre n'est pas la réflexion des idées que nous avons trouvées dans Tolstoï, à savoir que la guerre lui inspire un sentiment d'horreur parce qu'elle est une tuerie entre frères ; car Lénine admet qu'il puisse y avoir des « guerres justes » (1). Il a bien prouvé, depuis, qu'il ne répugne pas à la violence. Il n'avait donc pas d'objection contre la guerre ; mais il voyait dans la propagande pacifiste, surtout auprès des masses paysannes, le moyen de hâter et de provoquer la révolution universelle (2). Il nous paraît donc être un illuminé que son impatience de voir la révolution sociale enfin arrivée, fait le jouet d'illu-

(1) Lénine et Zinoviev, *Le socialisme et la guerre, 1915*, d'après S. Grumbach, p. 106.

(2) En février 1915, Lénine écrivait dans son journal : « Nous ne pouvons pas ignorer que, selon l'issue des opérations militaires, notre travail de libération de la Russie sera rendu plus facile ou plus difficile. Oui, nous sommes pour la défaite de la Russie, parce qu'elle rendra plus facile la victoire de la Russie (à l'intérieur), la fin de son asservissement, son affranchissement des chaînes du tsarisme... »

sions. En janvier 1916, il écrivait : « Les faits montrent que précisément en 1915, en conséquence de la crise produite par la guerre, la fermentation révolutionnaire croît dans les masses, les grèves et les manifestations politiques en Russie, les grèves en Italie et en Angleterre, les manifestations en Allemagne, qu'est-ce là d'autre que le commencement du soulèvement révolutionnaire des masses ? La révolution s'est produite en Russie quatorze mois plus tard ; et elle a été facilement amenée par l'incurie du régime précédent. Mais il fallait être porté aux illusions à un bien rare degré pour s'imaginer, en janvier 1916, que l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne étaient près de se soulever ? Evidemment Lénine voit constamment la révolution imminente ; cette disposition d'esprit n'a pu qu'augmenter depuis que le tsarisme s'est effondré et plus encore depuis qu'il dirige la politique russe de manière à susciter le grand bouleversement général. On se souvient des termes du message qu'il envoya à l'occasion du nouvel an 1920 : « Avançons vers l'année 1920 groupés sous les étendards rouges et en poussant le cri de victoire. L'année qui commence amènera la fin victorieuse de la guerre civile. Partout, en Sibérie, dans l'Ukraine, sur le Don, au Caucase, on réclame l'établissement des soviets. Il y aura des soviets à Berlin, à Washington, à Paris et à Londres. L'autorité soviétique prévaudra dans le monde entier. Vivent les nouvelles victoires prolétaires ! Vive la révolution mondiale ! Vivent Lénine et Trotsky ! Vive l'armée révolutionnaire de 1920 ! »

Dernièrement encore, n'assurait-il pas qu'un régime semblable au sien et sous sa dépendance, allait s'organiser et s'installer dans les Indes et en Perse ?

Mais, si Lénine a bien le droit, comme tous les utopistes, de faire de beaux rêves, il n'en reste pas moins qu'il en a effectivement réalisé un, celui d'obtenir les sympathies des paysans, en ordonnant entr'eux le partage des terres des propriétaires russes. Nous nous proposons, dans cette dernière partie, d'exposer son décret sur la socialisation des terres, et ensuite de discuter les systèmes économiques auxquels se rattache cette doctrine bolcheviste.

CHAPITRE PREMIER

La loi de socialisation de la terre.

Il paraît inutile de faire l'historique de la préparation et de la réalisation du Coup d'Etat du 17 octobre 1917, car personne n'ignore qu'il a été ourdi par Lénine et ses partisans et qu'il le plaça à la tête du gouvernement. Aussitôt installé, ses premières proclamations, dans le style emphatique de la victoire, promettait déjà la terre aux paysans :

« Le gouvernement provisoire est destitué ! La cause pour laquelle le peuple lutte, les propositions immédiates d'une paix démocratique, l'abolition de la propriété privée de la terre... tout cela est garanti!!! Vive la république des ouvriers, des soldats, et des paysans ! »

Dans la *Pravda* du 16 novembre 1917, paraissait un bulletin de victoire qui était bien l'expression des sentiments de Lénine :

« La révolution d'octobre des ouvriers et des paysans a commencé sous le drapeau commun de l'affranchissement !

« Les paysans sont affranchis du joug des gros propriétaires, car il n'y a plus de propriété privée sur la terre ; elle est supprimée.

« Il ne reste plus que les peuples de Russie, qui ont patienté et patientent sous le joug de l'arbitraire, et qu'il faut s'occuper d'affranchir et de libérer !

« A l'époque du tsarisme, les peuples de Russie étaient excités les uns contre les autres. Les résultats de cette politique sont connus : massacres et pogroms d'un côté, et esclavage des peuples de l'autre. Il ne peut y avoir de retour vers cette politique honteuse. Aujourd'hui elle doit être remplacée par une politique volontaire et honnête des peuples de Russie ! ! ! »

Malgré ces belles promesses, les sympathies paysannes ne venaient pas vite rassurer de leur appui Lénine et ses « acolytes ». Déterminés à durer envers et contre tous, les bolcheviks n'étaient pas en peine de trouver des arguments susceptibles de leur apporter la confiance de tous les travailleurs des champs. C'est ainsi que Lénine déposait, sans retard, son fameux projet de loi relatif à la socialisation des terres ; c'était consacrer la spoliation des grandes propriétés.

Déjà le 19 août/1er septembre 1917, plus d'un mois avant le coup d'Etat des bolchevicks, les instructions publiées par les « Izviestia » du Soviet

des députés paysans avaient indiqué au futur dictateur quelles étaient les volontés de la classe paysanne. Pour eux, la solution la plus équitable de la question agraire devait être la suivante :

« Le droit de propriété privée sur la terre est annulé pour toujours. La terre ne peut être ni achetée, ni donnée en location ou en gage, ni expropriée par quelque moyen que ce soit. Toutes les terres : seigneuriales, d'apanage, du cabinet de l'empereur, des monastères, des églises, des majorats, communales, paysannes et autres, sont confisquées sans rachat, deviennent propriétés nationales et passent à la disposition des travailleurs qui la cultivent...»

Suivaient les diverses modalités de l'organisation projetée. Résumons maintenant la loi de socialisation des terres, telle qu'elle a été publiée dans le *Journal de Russie* du 2 mars 1918.

Cette loi commençait ainsi :

« Toute propriété sur la terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, est abolie pour toujours dans les limites de la République fédérative russe. »

La terre passait donc en jouissance à tout le peuple russe, sans qu'il puisse y avoir aucun rachat, fictif ou réel.

Le législateur décide ensuite que, par priorité, la terre est accordée à ceux qui veulent la travailler, non pour en tirer un profit personnel, mais au profit de la communauté. Pour le travail en vue de profits personnels, la loi énumère limitativement

les quelques rares cas pour lesquels elle accorde la jouissance de la terre.

Dans l'hypothèse où le fonds de réserve agraire se trouverait insuffisant dans une bande donnée de terrain, l'article 27 prévoit qu'une partie de ces citoyens possédant peu de terre pourrait être déplacée — au compte du gouvernement, précise l'article 33 — dans une bande de terre où la quantité de terres disponibles serait plus grande. Quant au mode d'acquisition du droit de jouissance de la terre, l'article 39 s'exprime de la façon suivante : « Le droit de jouissance de la terre, du sous-sol, des eaux, des forêts et des forces naturelles ne peut, d'aucune manière et en aucune circonstance, s'acquérir par rachat, location, don et héritage, ni par aucune transaction. »

Ainsi donc nul ne peut transmettre son droit de jouissance à une autre personne.

Enfin trois cas de cessation complète du droit de jouissance sont prévus, ce sont : d'abord la disparition de l'institution ou du but qu'elle poursuivait, ensuite la disparition des associations ouvrières, et enfin la mort des citoyens ou la perte de leurs droits civiques.

Nous nous sommes bornés à citer les principaux articles tels qu'ils ont paru dans le *Journal de Russie*, pensant que tout commentaire était parfaitement inutile, puisque les rédacteurs de la loi avaient tout fait pour que le texte (1) soit très clair et suffisam-

(1) Lire, en appendice, le texte de la loi sur la « socialisation des terres » tel qu'il a paru dans le *Journal de Russie*, du 2 mars 1918.

ment compréhensible à l'esprit peut-être un peu fermé des paysans des villages. Toutefois cette loi dut être assez mal comprise, puisque quelque temps après, le nouveau gouvernement envoyait des émissaires en province, pour surveiller son exécution.

Dès son arrivée dans le gouvernement qui lui avait été désigné, l'émissaire devait réunir le soviet, auquel il faisait un rapport sur la loi agraire. Il étudiait ensuite l'aspect de la question dans le gouvernement; il s'informait si les terres des propriétaires avaient été mises sous contrôle, où et dans quels districts. L'émissaire devait apprendre qui administrait les terres des propriétaires, si c'étaient toujours eux comme avant, ou bien si c'étaient les comités agraires. Il était ensuite chargé de se renseigner sur ce qu'était devenu le matériel agricole et sur ce qu'on avait fait du bétail. Mais sa mission n'était pas seulement un contrôle ; il s'agissait pour lui de « démontrer qu'une fois que les paysans ont reçu la terre, il est absolument nécessaire d'augmenter le plus possible et de hâter l'envoi du blé dans les villes et que c'est le seul moyen d'éviter la menace de la famine. » L'instruction de Lénine, contre-signée par le Commissaire à l'Agriculture, V. Milioutine, se terminait par un appel aux « agronomes compétents » pour installer et diriger ensuite les propriétés agricoles des Soviets.

Après avoir exposé la loi sur la socialisation du sol, étudions en quoi consiste le « léninisme », quels en sont les fondements, en même temps que les origines.

CHAPITRE II

Les origines du « léninisme »

Avant la révolution de 1917, il y avait en Russie deux écoles, pour la tactique, qui divisaient les socialistes et les révolutionnaires : ceux qui voulaient « parler allemand », c'est-à-dire préconisaient une lente organisation et un opportunisme réformiste ; et ceux qui voulaient « parler français », c'est-à-dire préféraient l'élan révolutionnaire des masses populaires décidant elles-mêmes de leurs destinées. On sait que ce sont les partisans de la « méthode française » qui ont triomphé.

Cette façon de parler semblerait indiquer que ce sont les idées de la Révolution française qui ont influé sur les doctrines des révolutionnaires russes. Or, nous venons de voir que la révolution russe s'est presque uniquement effectuée sur la question de la légitimité du droit de propriété. Tolstoï, et, à sa suite tous ses nombreux partisans, n'avaient

cessé de proclamer l'injustice de la propriété privée ; et le peuple russe, souffrant de ce manque de propriété, ne pouvait qu'abonder dans ses réclamations. Or, tous les hommes de la Révolution française, même les plus avancés, ont toujours affirmé leur respect pour la propriété ; comme l'on reprochait à Marat d'avoir l'intention de « prêcher la loi agraire », il proclama bien haut son innocence et déclara que cette loi était « funeste et destructive ». Et même la grande confiscation des biens de l'Eglise et des nobles émigrés, fut une mesure d'ordre uniquement politique et non économique. Les hommes de la Révolution française semblent avoir subi l'influence des Physiocrates, dont on sait le culte pour la propriété.

Seule, une doctrine et une conspiration communiste se fit jour, pendant la Révolution française : celle de François Babeuf ; mais son protagoniste ne trouva aucune audience auprès des hommes de la Convention, même dans la Montagne ; et il fut exécuté sous le Directoire. Cette conjuration de Babeuf est intéressante, parce qu'elle fut comme une sorte de protestation anticipée du socialisme révolutionnaire contre la révolution bourgeoise ; à plus d'un siècle de distance, c'était exactement ce qui devait se produire, en octobre 1917, devant la révolution des bourgeois de mars, mais avec cette différence que le Babeuf russe devait triompher et faire appliquer ses doctrines.

En remontant bien plus loin dans l'histoire, un

ancêtre de Lénine paraît se trouver, à Rome, dans Tiberius Gracchus, tribun romain, le premier des frères Gracques. Il avait été frappé du mal que causait à la classe moyenne de l'Italie, l'extension exagérée des grands domaines (*lati fundia*), constitués en grande partie indûment avec des terres confisquées appartenant à l'Etat. Comme remède, il proposa une loi agraire, dont les principaux articles portaient la défense à chacun de posséder plus de cinq cents « jugera » (cent ving-six hectares) de terres publiques ; le retour à l'Etat, moyennant indemnité, pour les travaux exécutés, des terres publiques, sauf deux cent cinquante « jugera » par fils en sus du lot autorisé; enfin, la nomination d'une commission permanente chargée de veiller à l'exécution de la loi. On se souvient que cette loi fut votée, mais aussi à quelle hostilité réelle son auteur se heurta auprès des grands ; ils fomentèrent une émeute, que suivit une bagarre, au cours de laquelle Tiberius Gracchus fut tué avec ses partisans.

Mais cherchons dans les ouvrages de Lénine, un exposé rapide de sa doctrine. Son œuvre principale est écrite en allemand et intitulée : *Staat und Révolution. Die Lehre des Marximus vom Staat und die Aufgaben des Prolétariats iu des Révolution* (Berne-Promaches-Verlag 1918). Il est daté du mois d'août 1917, et précède de quelques semaines la révolution bolcheviste du 17 octobre qui a porté Lénine au pouvoir; il en contient déjà tout le programme avec une netteté frappante.

Lénine se qualifie lui-même de « communiste » ; il adopte aussi le titre de socialiste ; mais, à ses yeux, ce régime ne doit être, dans l'évolution, qu'un stade ; ce n'est qu'une simple étape — longue et importante — puisqu'elle coïncide avec la dictature du prolétariat, mais cependant momentanée, en attendant l'avènement de la « phase supérieure de la société communiste ».

Ce serait passer les bornes assignées à cet ouvrage que de faire la description de cette « phase supérieure ». Sachons seulement qu'elle est la copie presque intégrale du « paradis anarchiste », qu'avaient déjà tracé Bakounine et Kropotkine. Mais, avant d'arriver à ce paradis, il est une tâche que Lénine déclare être très prochaine : c'est la révolution. Et c'est ici qu'il se différencie, en théorie, de Tolstoï. Nous avons vu que, pour la propriété foncière privée, il proposait un changement de mode de tenure, qui s'effectuerait lentement, sans violence ; c'était aussi cette même conduite qu'il conseillait vis-à-vis de l'Etat : ne pas se soumettre, ne pas obéir, et, devant l'unanime volonté du peuple, l'Etat disparaîtrait. Pour Lénine, la révolution se fera, non avec des hommes imaginaires, mais « avec les hommes tels qu'ils sont maintenant, lesquels ne peuvent se passer ni de soumission, ni de contrôle, ni de surveillance » ; cette révolution impliquera donc « soumission, contrôle, surveillance » ; tout cela pour ne pas dire gouvernement, dictature.

Pour lui d'ailleurs, il l'a prouvé en pratique, la

révolution ne supprime pas l'Etat ; elle se borne à le remplacer par un autre. Que ce nouvel état ait uniquement pour but de supplanter l'ancien, le bourgeois, et puis de disparaître ; il n'en reste pas moins que l'« Etat du prolétariat armé et organisé en classe dominante » est un Etat, dans toute l'acception du mot, avec tous ses attributs. Et Lénine de conclure : « dans le communisme, non seulement est conservé pendant un certain temps le droit bourgeois, mais même l'Etat bourgeois sans la bourgeoisie ».

Mais nous voici sensiblement éloignés du sujet que nous traitons : la question agraire. Ainsi donc, si en pratique, Lénine n'a pas eu de véritables précurseurs, il n'en reste pas moins qu'il en a eus en théories.

*
* *

En effet, c'est pour éliminer le « parasitisme » des grands propriétaires fonciers, que les socialistes réclament l'appropriation collective du sol.

Déjà, la première Internationale avait réclamé cette appropriation. Depuis, l'Internationale nouvelle a proclamé le même principe. En 1893, à Zurich, on vota unanimement une résolution commençant par ces mots : « Le Congrès affirme le droit de la communauté au sol et au sous-sol ».

En 1896, le Congrès de Londres précisa la résolution de Zurich, dans les termes suivants :

« Les maux toujours croissants que l'exploitation capitale de l'agriculture entraîne pour le cultivateur du sol et pour la société tout entière ne disparaîtront complètement que dans une société où le sol, aussi bien que les autres moyens de production, appartiendront à la collectivité, qui les fera exploiter dans l'intérêt commun, en employant les procédés de culture les plus perfectionnés ».

Ce n'est donc pas à Lénine que revient la primeur de cette idée de la socialisation au sol ; car bien avant lui, il n'y avait pas un socialiste qui ne prononçât pour l'appropriation du sol.

Seulement cet accord sur le principe n'échappait pas à des divergences notables, au point de vue de l'application et de la réalisation. Pour les uns en effet — les disciples de Colins, notamment —, l'entrée du sol à la propriété collective est la réforme primordiade, la condition préalable de toute transformation des sociétés dans le sens de la subordination du capital au travail. Pour d'autres au contraire — Marx, par exemple, et ses continuateurs — la socialisation du sol paraît devoir suivre, plutôt que précéder, la socialisation des principales industries.

LA THÉORIE DE COLINS

C'est dans le volume V de la « Science sociale » que Colins a donné l'exposé le plus complet de ses théories sur la propriété.

Laissons de côté les conceptions philosophiques qui tiennent une très grande place dans l'œuvre de Colins.

Quelle est, dit-il, la source, l'origine de la propriété ?

Le sol, comme pâtient, l'homme ou le travail comme agent. Cela étant, dès que le sol est complètement aliéné, le paupérisme doit naître, puisque l'homme qui veut travailler doit vendre sa force de travail à ceux qui détiennent le sol, source première de toute richesse.

On doit donc conclure que, sous peine d'injustice, le sol doit toujours appartenir à la propriété sociale, à la propriété collective. Mais, dans la pensée de Colins, l'entrée du sol à la propriété collective ne peut s'accroître que par l'activité des individus ; de même que l'activité des individus ne peut être excitée que par la certitude, pour chacun, que le fruit de son travail sera sa propriété individuelle, à lui, à ses enfants, ou à ceux qu'il jugera convenable de le transmettre après sa mort.

Or, pour que la socialisation du sol ne fasse tort à personne, il suffit d'adopter les moyens de réalisation suivants :

La seule hérédité sans testament qui soit nécessaire au travail, c'est l'hérédité directe. Donc Colins propose l'anéantissement, par la loi, de toute hérédité collatérale, et l'entrée à la propriété collective de toute succession *ab intestat* sans héritier direct.

Quant à l'hérédité par testament, elle est néces-

saire à l'excitation au travail. Mais la société, qui seule protège l'organisation de la propriété et de la famille, peut placer, sur cette espèce d'hérédité, un impôt aussi fort que possible, pourvu qu'il ne porte point atteinte à l'excitation au travail. Et Colins de faire une nouvelle proposition : l'établissement, par la loi, d'un impôt de vingt-cinq pour cent sur toutes les successions par testament, et une déclaration que le sol, une fois entré à la propriété collective, est inaliénable.

De cette socialisation du sol et de la majeure partie des capitaux découleraient des conséquences d'un intérêt primordial, à l'avis de Colins. D'abord, au point de vue de la société, la mise en location du sol (y compris le sous-sol) par la collectivité, soit à des individus, soit à des associations, rendrait possible l'anéantissement de tous les impôts actuellement existants ; nous retrouvons ici l'idée de Henri George que Tolstoï avait fait sienne.

Au point de vue de l'agriculture, il deviendrait possible de diviser le sol en grandes et en petites exploitations rurales, en tenant compte exclusivement de l'utilité sociale, de l'intérêt agricole, et de manière à assurer à chacun la possibilité de vivre en famille isolée ou en familles associées, selon ses goûts.

En somme, donc, laissez le sol aliéné, le monde est esclave. Faites entrer le sol à la propriété collective par « l'anéantissement de l'ignorance sociale, le monde est libre ». Or, tous, pauvres et riches,

doivent travailler à l'établissement de la liberté, car elle est dans l'intérêt de tous. Ce ne sont donc pas seulement les pauvres, ce sont, et surtout, les riches qui doivent s'efforcer de faire entrer le sol à la propriété collective, s'ils veulent échapper aux conséquences redoutables de l'anarchie, qui menace de plus en plus les sociétés modernes.

LA THÉORIE DE MARX

Entre la conception que nous venons d'exposer, et celle des théoriciens du Marxisme, il n'y a pas de différence essentielle quant au but final.

Les Marxistes, en effet, sont partisans de l'entrée à la propriété collective des moyens de production, y compris la terre. Les adeptes de Colins, d'autre part, ne se bornent pas à réclamer la socialisation du sol ; ils demandent, en outre, « que tous les capitaux acquis par les générations passées, moins la partie restée aux mains des familles pour que la production soit toujours portée au maximum possible, appartiennent à la propriété collective. »

Entre ces deux formules, on le voit, la différence n'est pas considérable et la conciliation ne serait pas bien difficile. Mais où les deux conceptions s'opposent nettement, c'est dans les méthodes à employer, dans les moyens à mettre en œuvre.

Pour les Marxistes, la substitution de la propriété sociale à la propriété capitaliste n'est possible que

par l'effort du prolétariat, prenant conscience de l'exploitation dont il est victime et luttant contre ses exploiteurs. Or, cet effort porte, naturellement, avant tout, sur les branches de la production et de l'échange où la concentration capitaliste est la plus avancée.

Pour les partisans de Colins, la transformation sociale, dans le sens de collectivisme, devant anéantir les injustices qui existent dans la société actuelle, sans faire tort à qui que ce soit, sera la conséquence nécessaire de l'anarchie en résultant.

Les Marxistes conçoivent la révolution sociale comme faite par le prolétariat lui-même ; les Colinsiens ne la considèrent comme possible qu'avec le concours de ceux qui se trouvent à la tête de la société par l'intelligence ou par la richesse, et qui, pour échapper à l'anarchie font eux-mêmes la révolution.

Or, de cette différence de méthodes découlent nécessairement des conséquences pratiques considérables.

Les Colinsiens, persuadés que l'entrée du sol à la propriété collective constitue l'unique solution libératrice, la poursuivent inflexiblement dans tous les pays, sous quelque forme de régime qu'il se trouve. Les Marxistes, au contraire, partisans en principe de la socialisation du sol, considérent la socialisation intégrale comme impossible aussi longtemps que les pouvoirs publics restent aux mains de la classe capitaliste et que le sol se trouve partagé entre des

milliers de propriétaires. D'après eux, pour que la socialisation du domaine foncier, dans son ensemble, ne se heurte pas à d'insurmontables difficultés, il faut, d'une part, que la terre n'appartienne plus à ceux qui la cultivent, et, d'autre part, que le prolétariat, maître des pouvoirs publics, soit en mesure d'effectuer lui-même une socialisation que les classes maîtresses se refuseront toujours à réaliser.

En effet, les classes propriétaires des grands domaines russes, nous l'avons vu, n'avaient jamais voulu cette socialisation, que ne cessaient de réclamer les partis extrémistes des socialistes. Et c'est justement par la méthode que Lénine a employée qu'il se rattache au Marxisme.

Ainsi donc, à l'exposé de ces deux principales conceptions collectivistes, on peut facilement se rendre compte que le dictateur, encore actuel, de la Russie n'a rien innové, quand il a rédigé et signé son fameux décret sur la socialisation des terres russes. Mais il faut reconnaître que c'était la première fois que les théories collectivistes étaient mises en pratique.

Nous nous proposons dans la conclusion de cette thèse de voir si cette pratique, dans un pays aussi vaste que la Russie, a été suivie d'effets aussi heureux que ceux qu'on en attendait, et s'il n'aurait pas été préférable d'adopter un nouveau mode d'exploitation du sol moins radical, mais aussi plus utile à la nation.

CONCLUSION

Nous avons essayé de démontrer dans cet ouvrage que Tolstoï a exercé une certaine influence sur les réalisations bolchevistes; il est évident que le grand philosophe connaissait à fond les besoins et les désirs des paysans, « ses frères », et qu'il les a exposés dans toutes ses œuvres. On peut donc affirmer que ses protestations sans cesse renouvelées, en même temps qu'elles indiquaient au réformateur les misères des paysans, elles lui dictaient la conduite à avoir, le jour où il faudrait gagner la sympathie de cent millions de cultivateurs.

On ne veut pas tenter de juger un régime qui est encore si mal connu; les uns qui l'exaltent, comme les autres qui le dénigrent, ne le connaissent que par des rapports qui paraissent exagérés volontairement dans un sens aussi bien que dans l'autre. Mais il faut pourtant avouer que le gouvernement de Lénine ne correspond pas à la volonté de la majorité du peuple russe.

Ce gouvernement s'est installé par un coup de force ; il n'y a eu aucune élection pour le confirmer. Mais il y avait eu auparavant des élections, qui avaient abouti à la constitution d'une Assemblée Constituante, dont personne n'a pu contester qu'elle soit sortie d'élections libres. Or, dans cette assemblée, les bolchevicks, c'est-à-dire les social-démocrates majoritaires, qui détiennent actuellement le pouvoir, n'avaient eu que 227 voix sur un total d'un peu plus de 700, ils ne représentaient donc même pas le tiers de l'Assemblée.

D'ailleurs, dans un article qu'il a publié dans *la Pravda*, un des journaux bolchevistes, en décembre 1919, Lénine cite cette phrase de Kautsky, le celèbre spécialiste doctrinaire allemand : « Non seulement le bolchevisme en Russie ne représente pas la majorité de la démocratie, mais il ne représente pas même la majorité du socialisme; par conséquent nous devons nous prononcer contre lui ». Et Lénine de reconnaître : « C'est vrai, mais nous ne pouvions pas agir autrement » !!!

Nons avons vu comment, en théorie, le partage des terres devait susciter de difficultés ; mais nous savons aussi, par des récits de voyageurs, combien grand est le mécontentement des paysans à la suite de ce partage. Ecoutons l'un d'entr'eux, M. Vaucher :

« Les paysans de Lapotkano sont actuellement leurs maîtres. Du chef-lieu du département, un commissaire du peuple est venu, un plan à la main. Il a réuni les paysans et a partagé la terre à raison

d'une déciatine à chaque paysan, sauf à ceux d'entr'eux qui avaient déjà trop de champs pour pouvoir les travailler eux-mêmes. Suivant les théoriciens du partage des terres et les communistes, on devrait être heureux dans ce coin de pays. Or, jamais le mécontentement n'a été aussi vif ! Tel se plaint que le morceau reçu est très peu fertile, tel autre trouve son champ trop éloigné... » Et lorsque les commissaires du peuple veulent exiger des impôts, les moujiks n'arrivent pas à comprendre « pourquoi, après avoir fait la révolution, ils sont de nouveau obligés de payer des redevances. Ils trouvent que cela ne valait pas la peine de changer de maître, puisque maintenant il faut verser aux bolchevicks ce que l'on versait autrefois à l'empereur ».

C'est justement le reproche que pourrait leur faire Tolstoï, celui d'avoir accepté une révolution, consistant simplement dans le changement d'un potentat par un autre ! Ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes !

Toutefois les paysans se rendent tellement bien compte qu'ils ont mal agi, qu'ils ont l'impression que les terres dont ils se sont emparés ne resteront pas définitivement leur propriété ; ils désirent alors payer aux propriétaires les terres partagées pour être certains de n'être pas dépossédés plus tard ; c'est cette crainte qui a souvent, pendant les jacqueries, poussé les moujiks à tuer leurs maîtres, pour être sûrs qu'ils ne reviendraient pas en accusateurs sur leurs domaines.

Aussi, le résultat le plus clair de la politique bolcheviste à l'égard des paysans a été l'accroissement de la famine. Il s'est, en effet, passé ceci : les paysans convaincus que, s'ils ensemençaient et que s'ils récoltaient pour un excédent, les bolchevicks viendraient le leur enlever, se sont empressés de limiter leurs productions à ce qui était strictement nécessaire (1). Car il a été reconnu que les méthodes d'administration et d'organisation des bolchevicks ne devraient pas favoriser le ravitaillement. Il arriva un moment où l'on mourait à peu près de faim ; et les bolchevicks, qui pensent que tout peut se résoudre par la guerre civile, eurent recours, pour trouver du pain, à leur moyen favori. Ils décrétèrent la mobilisation de 10.000 ouvriers, qui devaient se rendre dans les campagnes, armés de fusils, de canons, de mitrailleuses, pour récupérer le blé qu'ils pourraient trouver chez le paysan ; il était décidé qu'on enlèverait aux cultivateurs tout ce qui dépasserait 400 grammes par jour par personne. Ainsi les bolchevicks n'hésitèrent pas à jeter les travailleurs des villes contre les travailleurs des champs.

Mais ils firent mieux ! Ils organisèrent la guerre civile jusque dans les campagnes elles-mêmes, au

(1) « La situation de l'agriculture est désespérée... Les paysans ne cultivent que ce qui est strictement nécessaire à leurs propres besoins... » d'après un rapport américain, paru en mars 1920, dans le Bulletin Mensuel de « l'Américain Association for international Conciliation », à New-York.

moyen de ce qu'ils appellent les « comités de miséreux ». Ils choisirent dans la classe la plus obscure de Russie, ceux qui ne possèdent absolument rien ; et ils organisèrent des expéditions pour arracher le blé aux paysans : « Quiconque, disait le décret, a un kilo de trop, doit être poursuivi comme un ennemi de la patrie. Les comités de miséreux seront nourris gratuitement jusqu'au quinze juillet ; on leur fera un rabais de 25 °/₀, en tenant compte pour le rabais du délai dans lequel l'arrachement du blé aura été exécuté... »

Mais alors, puisque nous sommes dans un régime socialiste, comment se fait-il qu'il y ait encore, comme le disent les bolchevicks, des « richards » dans les campagnes, des propriétaires d'hectares superflus et en plus de cela, des millions de miséreux qui ne possèdent absolument rien ?

C'est que, après la folie des premiers mois de terreur, Lénine et ses partisans se sont certainement rendu compte du ravage qu'ils causaient dans les campagnes, en usant d'une telle violence à l'égard des paysans. Sans doute, le « moujik », le « dvoroni » surtout, était, en théorie, l'être le plus cher aux révolutionnaires ; c'était pour le « plus humble parmi les travailleurs » que la Révolution avait bouleversé le régime précédent et établi la dictature du Prolétariat ! Mais, après s'être débarrassé d'abord des grands propriétaires nobles, ensuite des bourgeois, pour arriver aux misérables travailleurs des champs, Lénine s'est

aperçu qu'il existait un intermédiaire : la classe moyenne des paysans. Au début de la dictature, des émissaires intelligents et trop zélés avaient exigé l'accomplissement intégral de la volonté du prolétariat, et les paysans avaient subi le sort de tous ceux qui avaient « le malheur » de posséder. Mais Lénine jugea vite l'erreur commise et tenta de la réparer.

Il était très géné par l'exposé précédent de ses convictions ! Comment allait-il faire concilier sa haine de toute propriété avec le besoin économique urgent des services de la classe paysanne ? Il le fit avec assez d'habileté, ainsi qu'en témoigne les divers rapports que l'on a de lui. Dans un discours qu'il prononça au huitième Congrès du Parti communiste russe, il s'exprimait de la façon suivante : (1)

... « Le but fondamental pour la classe travailleuse, et pour les partis socialistes est clair : détruire l'autorité de la bourgeoisie, et la donner aux travailleurs... Pourtant la classe paysanne moyenne est en partie propriétaire, mais aussi en partie travailleuse... Au point de vue économique, nous devons donc aider la classe paysanne moyenne ». Quelque propriétaire qu'elle soit, il faut respecter la classe paysanne moyenne, puisqu'elle travaille personnellement sur son fonds ! Dans un autre rapport, il s'exprime ainsi :

« Depuis que nous avons terminé notre tâche de

(1) Paru dans la *Pétrograd Pradva*, 5 avril 1919, rapporté au bulletin du mois de mars 1920 de *l'International Conciliation*, p. 121.

la suppression de la bourgeoisie, nous devons maintenant porter notre attention à chercher à accroître la vitalité de la classe paysanne moyenne. Nous devons vivre en paix avec elle... Dans une société communiste, elle sera avec nous, si nous améliorons ses conditions économiques... Aidons-la d'abord, et nous gagnerons ensuite sa confiance... Si chaque démarche de notre groupe, dans les villages, dans les cantons, dans les détachements d'approvisionnement, est faite avec sollicitude, alors nous aurons raison de la défiance du paysan... Alors seulement le paysan sera absolument pour nous... (1).

*
* *

Jusqu'à présent, la propriété où Tolstoï écrivit la plupart de ses ouvrages a échappé à la destruction. Les jeunes paysans voudraient tout partager ; mais les vieux, qui se souviennent des bienfaits de leur grand ami, veulent au contraire honorer sa mémoire et respecter le domaine où vivent sa femme et quelques-uns de ses enfants. Les vieux moujiks ont réussi à dominer l'impatience des jeunes ; d'ailleurs, après la mort de Tolstoï, sa veuve avait donné aux paysans six cent trente-six arpents de terre, de sorte que sa propriété était dernièrement encore fort réduite.

(1) Publié le 9 avril 1919, dans la *Pétrograd Pradvá*, rapporté au bulletin de l'*International Conciliation* de mars 1920, p. 126.

Puisque le but de cet ouvrage a été de tâcher de montrer l'influence de Tolstoï sur l'âme du paysan russe, arrêtons-nous un instant devant la tombe du grand philosophe, et lisons la description qu'en fait un pélerin de Yasnaïa-Poliana, M. Vaucher :

« Pas de tombeau somptueux, pas de nom : un simple tertre de terre noire indique la place où repose le grand écrivain. Le tertre est parsemé de quelques rameaux de sapin ; il est à chaque instant recouvert de fleurs apportées par les disciples. Hier, on avait placé sur les branches de sapin un œuf rouge, gravé en blanc d'une manière admirable, par un véritable artiste, et tout près, touchant et ingénu hommage de l'âme simple d'un paysan de Yasnaïa-Poliana, un petit pain béni, un pain de Pâques doré et croustillant, apporté de l'Eglise pour les Pâques de l'excommunié... Le bruit a couru, en Europe, que le tombeau de Tolstoï avait été dévasté par les paysans. C'est complètement faux. Il n'y a rien à détruire d'ailleurs ; et les paysans du Maître continuent à venir s'agenouiller devant son tombeau, sur la terre russe où repose le grand ami des humbles. »

Ecoutons aussi la déclaration que fit, à Yasnaïa-Poliana, au même pélerin, M. Tcherkof, ancien secrétaire de Tolstoï, l'un des disciples du maître :

« Si j'avais pu choisir l'époque à laquelle j'aurais voulu vivre, j'aurais certainement désigné celle que nous traversons... La propagande socialiste révolutionnaire, qui souffle la haine des classes, a excité

le peuple des campagnes. Mais le paysan professe pour tous les partis politiques qui s'entre-déchirent un mépris absolu. Il comprend parfaitement que l'élément bourgeois contre lequel on le lance n'est pas seulement représenté par les gens riches, mais que parmi les ouvriers, il y a un instinct bourgeois. Les ouvriers sont donc aussi méprisés que les riches... Les paysans veulent vivre à leur guise, sans s'occuper de ce qui se passe ailleurs que dans leurs villages... Que les provinces baltiques, la Pologne ou la Finlande appartiennent ou non à la nation russe, cela est complètement indifférent au moujik, pourvu que le gouvernement le laisse en paix et ne l'écrase pas d'impôts. »

Ce serait dépasser le cadre de cette étude que d'étudier longuement les résultats désastreux de la paix de Brest-Litovsk; on sait que la Russie a perdu, grâce au traité conclu par les « communistes », en vue d'une paix démocratique, une immense partie de son ancien territoire. D'après ce que l'on connaît de la mentalité de Tolstoï, on peut affirmer qu'il aurait été bien loin d'être d'accord avec Lénine pour une aussi honteuse capitulation. On n'a pas oublié, en effet, avec quelle persévérance il lutta contre le militarisme ; et pourtant, quand pendant la guerre russo-japonaise, il apprit la reddition de Port-Arthur, il en fut très affecté : « Je comprends, disait-il, et j'approuve celui qui ne fait pas son service militaire par principe, parce que sa foi chrétienne lui interdit de tuer son frère ; mais quand

on a accepté un devoir, quand on a prêté un serment, on doit accomplir toute sa tâche. De mon temps, nous nous serions tous fait sauter, mais nous n'aurions pas rendu Port-Arthur. » Certainement donc, à la honte de voir livré son pays par un traité aussi néfaste que celui de Brest-Litovsk, Tolstoï aurait préféré le chagrin de sentir le sol national souillé par l'invasion ennemie, après des combats héroïques.

*
* *

De Tolstoï à Lénine, il s'est donc produit, à n'en pas douter, une singulière évolution, dans le mode d'exploitation des terres russes. Après avoir compris toutes les misères des paysans, « ses frères », le propriétaire de Yasnaïa-Poliana avait consacré toute sa vie à en exprimer les justes réclamations ; mais elles ne firent aucun écho jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'ancien doctrinaire de Genève.

Le paysan, lors de l'avènement du bolchevisme, lui a été certainement très favorable. Grâce au coup d'état, il a pu s'emparer des terres du propriétaire et réaliser ses anciennes aspirations. Mais la déception n'a pas tardé à venir : d'abord le partage des terres n'a pu s'effectuer qu'en créant une foule de mécontents ; ensuite l'arrivée, à la campagne, des ouvriers fuyant les villes et résolus à participer au morcellement des terres, a été un autre désappointement ; si l'on se souvient que le pouvoir bolche-

viste lui apparaît maintenant sous la forme d'une expédition militaire, on comprendra facilement que le paysan russe soit devenu hostile au nouveau régime. Il pleure le bon vieux temps d'avant la dictature « des ouvriers, paysans et soldats », où sa récolte lui appartenait en droit et en fait.

A notre avis, sans aucun doute, il ne serait point favorable à un changement qui le priverait de la jouissance des terres dont il s'est emparé au début du bolchevisme. Il reste profondément convaincu, dans son for intérieur, que la révolution n'a fait que réparer, par là, une injustice sociale. Mais la masse paysanne accueillerait avec satisfaction et reconnaissance tout régime qui, en acceptant le fait agraire accompli, serait, en même temps, en mesure de lui garantir son émancipation économique, la liberté de son commerce et la défense juridique de ses droits acquis.

Vu : le Président de la thèse,
M. Moye.

Vu : Montpellier, 28 mai 1920,
Jules Valery.

Vu et permis d'imprimer ;
Montpellier, le 28 mai 1920,
Le Recteur :
J. Coulet.

APPENDICE

LOI

DE LA « SOCIALISATION DES TERRES »

publiée dans le *Journal de Russie* du 12 mars 1918

TITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER. — Toute propriété sur la terre, le sous-sol, les eaux, les forêts et les forces naturelles, est abolie pour toujours dans les limites de la République fédérative russe.

ART. 2. — La terre, sans rachat (réel ou fictif), passe en jouissance à tout le peuple travailleur.

ART. 3. — Le droit de jouissance sur la terre n'appartient qu'à ceux qui la travaillent eux-mêmes, sauf les cas spécialement prévus par la présente loi.

ART. 4. — Le droit de jouissance sur la terre ne peut être limité ni par la confession, ni par la race, ni par la nationalité.

ART. 5. — La disposition du sous-sol, des forêts, des eaux et des forces naturelles est accordée, suivant leur importance, aux autorités des soviets de district, de gouvernement, de provinces et fédérales, sous le contrôle de ces dernières.

ART. 6. — Tout le matériel agricole privé, animé ou inanimé, passe sans aucun rachat, des exploitants non travailleurs, et suivant son importance, à la disposition des soviets de district, de gouvernement, de province ou fédéraux.

ART. 7. — De même pour les constructions agricoles...

ART. 8. — Toutes les personnes inaptes au travail, se trouvant sur leurs terres et qui, en vertu de la présente loi d'expropriation des terres, forêts, matériel, etc., sont privées de moyens d'existence, peuvent sur certificats délivrés par les tribunaux locaux et les sections agricoles des autorités des soviets, et, jusqu'à la promulgation d'une loi générale sur l'assurance des citoyens inaptes, jouir d'une pension (jusqu'à leur mort ou leur majorité) égale à celle fixée pour les soldats.

ART. 9. — La répartition des terres cultivables entre les travailleurs est assurée par les sections agraires des soviets de district, de gouvernement, de province et fédéraux, suivant l'importance de ces terres.

ART. 14. — Tous les citoyens travaillant la terre doivent être assurés par le gouvernement, en cas de mort, de maladie, ou d'incapacité de travail.

ART. 15. — Tous les travailleurs agricoles inaptes au travail, et les membres de leur famille également inaptes au travail, doivent être entretenus au compte des organes du gouvernement des soviets.

ART. 17. — Tout excédent de revenu, résultant de la fertilité naturelle des meilleures parcelles et de la situation supérieure des marchés, est mise à la disposition des organes du gouvernement des soviets au profit des besoins sociaux.

ART. 19. — Le commerce des blés, à l'extérieur comme à l'intérieur, est monopole d'Etat.

TITRE II

Qui a le droit de jouissance de la terre ?

ART. 20. — Peuvent jouir des parcelles isolées de terre, à la surface, pour des besoins sociaux ou personnels, dans les limites de la République socialiste fédérative des soviets :

a). Dans des buts de culture et de civilisation :

1° L'Etat, représenté par les organes des soviets fédéraux de province, de gouvernement, de district, de canton et de village ;

2° Les organisations sociales, sous le contrôle et avec l'autorisation de l'autorité locale des soviets ;

b) En vue d'économies agricoles rurales :

3° Les communes agricoles ;

4° Les associations agricoles ;

5° Les mutuelles agricoles ;

6° Les ouvriers agricoles et leur famille ;

c) Dans le but de constructions nouvelles :

7° Les organes du gouvernement des soviets ;

8° Les organisations sociales, les familles et les personnes distinctes ;

9° Les entreprises commerciales, industrielles et de transport (avec l'autorisation spéciale et sous le contrôle du gouvernement des soviets) ;

d) Pour la construction des voies de communication ;

10° Les organes du gouvernement des soviets (fédéraux, de province, de district, de canton et de village) suivant l'importance des voies de communication.

TITRE III

Mode de concession de la terre en jouissance.

Art. 21. — La terre est accordée en jouissance, par priorité, à ceux qui veulent la travailler non pour en tirer un profit personnel, mais au profit de la communauté.

Art. 22. — Pour le travail de la terre en vue de profits personnels, la jouissance de la terre est accordée dans l'ordre suivant :

En premier lieu, à la population locale n'ayant pas ou ayant peu de terre, et aux manœuvres agricoles, à conditions égales.

En second lieu, à la population agricole ayant sa résidence dans la localité considérée après la publication de la loi sur la socialisation des terres.

En troisième lieu, à la population non agricole, dans l'ordre d'enregistrement dans les sections agraires des autorités locales des soviets.

TITRE IV

Fixation des normes de travail agricole.

ART. 25. — La superficie des terres assignées aux exploitations agricoles pour l'agriculture, en vue d'en tirer des moyens d'existence, ne doit pas dépasser les normes du travail de la région considérée, calculées sur les bases indiquées dans les instructions ci-annexées.

TITRE VI

Déplacement.

ART. 27. — Au cas où le fonds de réserve agraire se trouverait insuffisant dans une bande donnée pour une attribution complémentaire aux citoyens possédant peu de terre, une partie de ces citoyens peut-être déplacée dans une bande où la quantité de terres disponibles est plus grande.

ART. 33. — Le transfert des travailleurs agricoles s'effectue au compte du gouvernement.

ART. 34. — Le gouvernement est tenu d'aider les déplacés, tant pour l'érection des constructions que dans l'établissement de routes, d'étangs, de puits, pour l'acquisition de matériel agricole et l'amélioration méthodique et scientifique des exploitations collectives.

TITRE VII

Mode de jouissance.

Art. 35. — La République fédérative socialiste des soviets, dans le but de réaliser rapidement le socialisme, accorde tout son concours (aide civilisatrice et matérielle) à la culture générale de la terre, accordant la priorité aux exploitations communistes, en artéles et coopératives.

TITRE VIII

Acquisition du droit de jouissance de la terre.

Art. 38. — Toute réalisation du droit de jouissance de la terre est précédée du dépôt d'une déclaration à la section agraire du soviet dans le rayon duquel le déclarant désire avoir une parcelle.

Art. 39. — Le droit de jouissance de la terre, du sous-sol, des eaux, des forêts et des forces naturelles ne peut, d'aucune manière et en aucune circonstance, s'acquérir par rachat, location, don et héritage.

TITRE X

Réalisation du droit de jouissannce.

Art. 41. — Le droit de jouissance de la terre pour construction est réalisé par l'occupation effective de la terre ou la préparation au travail dans un délai de moins de trois mois après notification du soviet local.

Art. 42. — Le droit de jouissance de la terre dans des buts d'industrie agricole sous condition de travailler soi-même, est réalisé par le travail et l'industrie elle-même.

Art. 44. — En cas d'impossibilité physique de travailler la terre dans le délai prévu, un sursis peut être accordé.

TITRE XI

Transmission du droit de jouissance.

Art. 45. — Nul ne peut transmettre son droit à la jouissance à une autre personne.

TITRE XII

Suspension des droits de personnes jouissant de la terre.

Art. 47. — Le droit de jouissance peut être suspendu, mais cette suspension n'entraîne pas le retrait complet.

TITRE XIII

Retrait du droit de jouissance de la terre

Art. 52. — Le droit de jouissance cesse complètement :

1° En cas de disparition de l'institution ou du but qu'elle poursuivait ;

2° En cas de disparition des associations ouvrières ;

3° A la mort des citoyens ou à la perte de leurs droits civiques.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Antonelli (Etienne). — *La Russie Bolcheviste*, 1918, Paris. Bernard Crasset.

Bienstock (J.-W.). — *Raspoutine. La fin d'un régime*, 1918, Paris, Michel.

Buisson (Etienne). — *Les Bolcheviki*, 1919, Paris, Fischbacker.

Demorgny (G.), attaché à la Mission militaire de Russie. — *Les partis politiques et la Révolution russe*, 1919, Payot et Cie, Paris.

— *Une Législation Communiste*, 1920.

Gide et Rist. — *Histoire des Doctrines économiques*, 1920.

Labry (Raoul), membre de l'Institut Français de Pétrograd. — *L'Industrie russe et la Révolution*, 1918, Payot et Cie.

Nolde (Baron Boris), professeur de droit à l'Université de Pétrograd. — *Le règne de Lénine*, 1920, Bossard, Paris.

Pax (Paulette), du théâtre Michel de Pétrograd. — *Journal d'une Comédienne Française sous la terreur bolchevick*, 1919, L'Edition.

VANDERVELDE (Emile). — *Trois aspects de la Révolution russe*, 1918, Berger-Levrault, Paris.

VAUCHER (Robert). — *L'Enfer bolchevick. A Pétrograd sous la Commune et la Terreur rouge*, 1919, Perrin, Paris.

TOLSTOÏ (Léon-Nikolaéviteh, comte). — *Appels aux Dirigeants.*

— *Conseils aux Dirigés.*

— *Correspondance inédite.*

— *Guerre et Révolution.*

— *Le Grand Crime.*

— *La Fin d'un Monde.*

— *Résurrection. Nouvelle Vie.*

— *La Révolution russe. Sa portée mondiale.*

— *Révolutionnaires.*

— *Trois morts.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Difficultés de juger les actes des Bolchevicks. — Périodes de haut et de bas. — Peu importe au but de l'ouvrage : exposer l'influence des théories de Tolstoï sur la doctrine et la réalisation bolchevistes. — Etude du caractère du peuple russe : « âme d'enfant » 1

PREMIÈRE PARTIE

TOLSTOÏ

Son influence sur les paysans russes. — Sa vie. — Ses auteurs favoris : Voltaire et Rousseau 10

CHAPITRE PREMIER. — **Tolstoï observe le monde russe**

Vie anormale de la société moderne. — Soumission du peuple russe. — Pourtant désir de se libérer de la tyrannie. — L'agriculture est la plus noble des professions. — Tolstoï s'occupe lui-même d'agriculture. — Insignifiance des professions libérales. — Cause de la révolution imminente : partage des terres 15

CHAPITRE II. — **La « Question agraire »**

Exposée dans romans et ouvrages philosophiques. — « Résurrection et Nouvelle Vie ». — « J'estime que tout homme a le droit de de jouir de la terre ». — « La terre nous reviendra, disent les paysans » 24

CHAPITRE III. — **Tolstoï propose une solution**

Plan du projet communiste dans « Résurrection ». — Unique solution à la question agraire : Impôt Unique d'Henry George. 28

CHAPITRE IV. — **Tolstoï et la Révolution**

Sympathie pour les révolutionnaires, plusieurs fois exprimée dans ses ouvrages. — A l'Empereur Alexandre III, plaidoyer pour les meurtriers de son père. — Mais pas de violence. — La Révolution par la violence a fait son temps. — Toute violence est un péché. — Inutilité du meurtre unique des souverains ; pas d'émeutes des rues..... 47

DEUXIÈME PARTIE

LA FAILLITE DU TSARISME

Critiques uniquement au point de vue agraire..... 60

CHAPITRE PREMIER. — **L'Acte du 19 Février 1861**

Tenure et exploitation du sol avant 1861. — En 1861 : suppression du servage et de la corvée. — Création de la propriété paysanne. — Critiques de l'acte de 1861 : maintien de la communauté du sol entre les membres du « mir » ; obligation de payer par voie d'annuités une indemnité de rachat ; maintien de la caste paysanne comme telle..... 63

CHAPITRE II. — **Faiblesse de Nicolas II**

Classes sociales sous l'ancien régime. — Au début, régime de terreur. — Manifeste du 17 octobre 1905 ; Octroi de la Constitution, Convocation de la Douma. — Economie générale de l'Oukase. — Loi du 9 novembre 1906..... 72

CHAPITRE III. — **La Révolution et les Partis**

Avant la Révolution : monarchistes, progressistes, travaillistes. — A la Révolution de mars 1917 : réactionnaires démagogues, contre-révolutionnaires, parti cadet, travailliste bourgeois, socialiste modéré. — En octobre 1917 : socialistes révolutionnaires « Union internationaliste des Marxistes »..... 91

TROISIÈME PARTIE

LÉNINE

Son influence. — Ses utopies..... 103

CHAPITRE PREMIER. — **La loi de socialisation de la terre**

Toute propriété est abolie..... 109

CHAPITRE II. — **Les origines du « Léninisme »**

Babeuf. — Tibérius Gracchus..... 114

La théorie de Colins..... 119

La théorie de Karl Marx..... 122

CONCLUSION

Le gouvernement de Lénine ne correspond pas à la volonté de la majorité du peuple russe. — La situation de l'agriculture est désespérée. — Lénine demande le concours de la classe moyenne paysanne. — Tombeau de Tolstoï. — Les paysans russes accepteraient un nouveau régime, reconnaissant le fait agraire accompli, et leur garantissant toutes leurs libertés... 126

APPENDICE..... 137

BIBLIOGRAPHIE..... 143

MONTPELLIER. — IMPRIMERIE DE LA MANUFACTURE DE LA CHARITÉ.